

Les Cahiers

Janvier 2026

N° 5



1. Triez, classez, conservez ! (Édito)
2. 1936 : solidarité des jeunes communistes avec l'Espagne républicaine.
3. 2025, manifestation pour la nationalisation de Novasco

Laurent Mousnier
Jean François Lassagne

Mise en page par Michel Féray

Institut Mosellan d'Histoire Sociale de la CGT
– 10, rue de Méric –
57 050 – Metz

Un débat récent auquel j'assistai à Nilvange, dans le cadre d'une soirée intéressante consacrée à la fin de la sidérurgie à Longwy en 1979, soulevait la question du recueil et de la préservation de la mémoire du mouvement ouvrier du Pays-Haut. Il s'est notamment exprimé dans l'assistance le regret que les institutions publiques, et, parmi elles, les Archives départementales, ne s'attachent pas ou peu à conserver la mémoire ouvrière. Cela m'a permis à cet instant de mesurer la profondeur de la confusion qui est faite dans les esprits entre sources privées et fonds d'archives publiques.

Rappelons que la mémoire ouvrière est **une mémoire privée**. En effet, les organisations de masse du mouvement ouvrier – syndicats, partis... – comme les organisations qui lui font face – entreprises, syndicats patronaux – génèrent des documents de statut privé qui n'ont pas l'obligation d'être déposés dans les dépôts d'archives départementales.

Ces derniers, services publics de renseignement administratif et historique, ont pour mission principale de collecter, par le moyen des versements réglementaires, les archives de la justice, des administrations départementales et déconcentrées de l'État, des documents qui sont donc d'origine publique.

Ce qui signifie que si cette mémoire, dont parlait l'auditoire de Nilvange, a des chances d'être conservée, elle le doit avant tout **à la volonté des militants eux-mêmes** au sein de leurs organisations ou à titre individuel lorsqu'un militant garde précieusement et de manière ordonnée les traces écrites de son engagement personnel. Constitués par exemple de photos, de comptes rendus de réunion, de tracts, de correspondance, ces fonds privés, si leur caractère historique est avéré, ce qui en exclut la documentation que l'on peut trouver ailleurs, peuvent alors être déposés aux Archives départementales.

A contrario, l'absence de travail d'archivage au sein de ces organisations peut être dommageable pour la recherche historique et le premier article de cette nouvelle livraison des *Cahiers* le démontre bien. Consacré aux volontaires mosellans des Brigades internationales entre 1936 et 1938, il tend à prouver que l'inexistence de sources privées, qu'elles soient individuelles et familiales, syndicales ou partisans, afin de compléter des sources publiques réduites, rend difficile l'identification des militants, de leurs motivations, des parcours individuels et du nombre exact des brigadistes partis. De manière plus générale, elle complique la compréhension d'un moment historique important de l'histoire du mouvement ouvrier dans notre département.

Qui, dès lors, pour s'occuper de la mémoire des luttes de la désindustrialisation en cours en Moselle ? À Hagondange, de la SAFE à Novasco en passant par Ascométal, la désindustrialisation laisse des traces ineffables dans les cœurs de ses habitants, mais où sont celles, écrites, qui vont permettre le passage de la mémoire de la lutte au travail de la réflexion historique ?

Le deuxième article de ces *Cahiers* témoigne ainsi de l'importance des mémoires des militants de ces industries. S'ils n'expliquent pas tout, ce sont des matériaux qui facilitent la restitution chronologique des événements et documentent l'histoire de l'échec de cette prétendue politique nationale au slogan creux de réindustrialisation. La désinvolture des gouvernements successifs, sans projet politique industriel, sous couvert d'une volonté feinte de défendre le travailleur français pour mieux le livrer aux liquidateurs capitalistes qui le vouent irrémédiablement au chômage, ne doit pas masquer l'énergie et les idées des militants sur le terrain qui se sont exprimées dans le cadre de la lutte et que l'on ne peut retrouver que dans les documents commis par les organisations ouvrières elles-mêmes.

Il n'est qu'à penser à ce texte écrit par Serge Pansera, délégué du personnel CGT à la SAFE, puis à Ascométal à la fin du XXe siècle, qui rend compte d'une vie d'ouvrier mosellan dans le tissu industriel local pour mettre en perspective historique la casse des vies autant que celle de l'outil industriel que l'État a quasiment rendue institutionnelle à coups d'argent public dilapidé depuis plus de 60 ans avec les premières fermetures de mines et d'entreprises textiles dans notre région.

Par conséquent, la dignité des travailleurs doit toujours disposer des sources de sa colère et de ses luttes pour que, par exemple, les *Cahiers* que vous tenez entre les mains, fruit d'un travail collaboratif militant, continuent de construire historiquement cette mémoire ouvrière importante.

À PROPOS DES COMBATTANTS VOLONTAIRES MOSELLANS EN ESPAGNE DE 1936 À 1939 (PARTIE I) 3

DE LA SAFE À NOVASCO – QUE LA VIE PASSE VITE. 21

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT MOSELLAN D'HISTOIRE SOCIALE DE LA CGT. 36

SGRAZZUTTI ADOLPHE 40

Toute l'équipe des Cahiers vous souhaite une excellente année 2026 et une bonne lecture (critique) de cette nouvelle livraison. N'oubliez pas, prenez soin de vos archives – triezy, classezy, conservezy !

À propos des volontaires mosellans en Espagne 1936-1939 (1^{re} partie)

documents et matériaux pour une tentative d'identification

Laurent Mousnier

« Monsieur le Président du Conseil, je n'ai qu'un mot à vous dire, un roi de France ferait la guerre [à Franco] ». Ainsi s'exprimait sans ambages le lieutenant-colonel Morel, pourtant sympathisant de l'Action française, attaché militaire de l'ambassade de France en Espagne¹, en réponse à la demande de Léon Blum qui l'interrogeait sur la situation espagnole en 1936².

Je le concède volontiers, commencer cette rubrique qui vous propose pour la troisième fois de découvrir ce que l'archiviste détient dans ses cartons par l'opinion d'un monarchiste sur la guerre d'Espagne (18 juillet 1936 -1^{er} avril 1939) est quelque peu, et, délibérément, provocateur. Justifiant cependant ce que les Français ressentaient à l'époque face à la guerre civile espagnole : que « nul n'a pu contempler l'affrontement espagnol d'un œil étranger »³.

Cette remarque vaut également pour notre époque contemporaine, car la guerre d'Espagne comme le Front populaire connaissent un regain d'intérêt cyclique à chaque fois qu'approchent les années se terminant par 6. On s'oblige alors à revoir cette tumultueuse période à nouveaux frais en se replongeant dans les archives ou les témoignages des survivants des combats de Madrid ou sur l'Ebro.

Nous ne possédons pas dans nos dépôts d'archives de dossiers individuels particuliers des volontaires pour le départ en Espagne, ni quoi que ce soit de source administrative qui puisse éclairer le parcours militant et militaire d'un brigadiste mosellan dans son ensemble, pas même les fiches matricules des services militaires qui sont muettes sur un éventuel passage en Espagne, on y reviendra avec des cas précis. Pas plus de sources directes de la vie interne des filières. Pour toutes ces questions, les archives de l'AVER (Amicale des anciens Volontaires en Espagne Républicaine) ou les archives du RGASPI à Moscou (le Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine – CRCEDHC) sont les seuls recours... S'agissant des sources privées, nous n'en avons aucune, parce qu'à ma connaissance, les brigadistes en Moselle n'ont pas écrit leurs mémoires, leurs familles n'ont pas témoigné ou publié de la correspondance, ou si ces documents existent, ils n'ont pas encore été déposés.

C'est pourquoi je préfère prévenir que cet article va décevoir ; il va décevoir quiconque cherche à en savoir davantage sur le parcours type d'un mosellan dans son temps passé au sein des brigades internationales.

Il ne nous reste comme solution de repli que la consultation des liasses composant les archives de la préfecture de la Moselle en 1936 jusqu'à 1939 (en série M) ainsi que celles, moins riches

1 Ce militaire, bien que royaliste convaincu, en tenait pour la République espagnole et c'est un autre monarchiste français bien connu, Georges Bernanos, qui dénonce en 1938 les agissements meurtriers de Francisco Franco avec la bénédiction de l'Église : « Où que le général de l'épiscopat espagnol mette maintenant le pied, la mâchoire d'une tête de mort se referme sur son talon, et il est obligé de secouer sa botte pour la décrocher. » Georges Bernanos, *Les grands cimetières sous la lune*, Plon, Paris 1969, p. 115.

2 Déposition de Léon Blum in *Rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945* par Monsieur Charles Serre, Imprimerie de l'Assemblée nationale, 1951, t.1, annexes (dépositions), p. 254 ; cité par Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas, Les volontaires français dans les Brigades internationales 1936-1939*, Grasset, Paris, 1998, p. 100.

3 Guy Hermet in La tragédie espagnole, revue *L'histoire* n° 200, juin 1996, p.22.

des sous-préfectures en série Z ; et ce n'est pas si mal, car c'est uniquement par ce biais qu'il nous sera permis de partir à la rencontre de nos volontaires.

Cet article se propose donc de mettre à profit les traces administratives qu'a générées ce moment historique dans notre département pour montrer quel a été son impact sur les pouvoirs publics et le mode de gestion administrative et policière qui en a découlé.

C'est en effet en nous appuyant sur cette documentation que, non seulement il est constaté qu'au fur et à mesure de l'évolution de la situation militaire en Espagne, une doctrine administrative diversement interprétée va s'élaborer à l'encontre des volontaires, mais qu'à partir de ces notes, rapports, instructions et circulaires, il va nous être permis d'en savoir un peu plus sur l'organisation des départs, via les filières et le rôle prépondérant et unique des organisations ouvrières de masse (PCF et CGT) dans notre département. Au surplus, elle nous en apprendra également sur les partants, mosellans de souche comme étrangers résidant en Moselle, en permettant de poser, et y répondre en partie, le problème d'identification qui s'attache à leur personne et à leur parcours, et que ce recrutement divers aura son importance pour l'administration préfectorale lors de la prise en compte des retours, notamment en distinguant et caractérisant les volontaires entre eux.

I. Contexte historique.

La guerre d'Espagne débute par le soulèvement militaire du 17 juillet 1936 d'abord au Maroc, ensuite le lendemain sur tout le territoire espagnol, consécutif à un complot de généraux (*le pronunciamiento*) fomenté en vue de renverser la République et de mettre en place « une Espagne nouvelle » comme ils l'entendaient qu'elle soit, à savoir cléricale et surtout totalitaire.

Une nouvelle guerre européenne débute, emblématique de ce moderne et très meurtrier XXe siècle. Pour beaucoup d'européens qui y participent, c'est le deuxième conflit d'envergure sur le continent après la Première Guerre mondiale auquel ils sont mêlés en moins de vingt ans, et cela a son importance pour des hommes et des femmes qui, ils le pressentent, peut en préfigurer un troisième si celui-là ne se termine pas avec la victoire de la République espagnole ; car c'est bien tout l'enjeu de cette guerre civile qui va s'internationaliser très rapidement.

En effet, à partir du 5 août 1936, les avions de transport allemands et les convois de navires sous protection aérienne italienne assurent le franchissement du détroit de Gibraltar aux troupes marocaines du général Franco pour entamer leur chevauchée implacable vers le nord du pays avec pour objectif Madrid. On comprend dès lors dans les chancelleries que la politique de non-intervention prônée par l'Angleterre et la France, dans un conflit considéré d'abord comme interne à la péninsule, doit inclure un contrôle effectif afin d'éviter l'embrasement général.

Malgré cela, l'aide à la République espagnole s'organise notamment par des envois de matériels militaires et l'acheminement des premiers volontaires étrangers ; des initiatives individuelles au début, puis se met en œuvre une organisation collective en vue de former de véritables unités de combat à partir de septembre 1936 nommées Brigades internationales (BI). Encouragés par l'Internationale communiste, regroupés sur une base arrière logistique et d'éducation politique à Albacete, équipés et formés par l'Union soviétique, mais pas seulement, en leur sein, les volontaires proviennent du monde entier, de l'Europe et, parmi les Français, principal contingent, une proportion non négligeable de Moselle.

Toutefois, avant de parler des brigadistes mosellans, il convient d'évoquer l'état des sociétés espagnole et française à la veille du déclenchement de la guerre civile afin de mieux comprendre les enjeux politiques.

a) En Espagne.

Lorsque le résultat des élections municipales de 1931, donnant comme vainqueur les forces républicaines, contraint le roi Alphonse XIII à abdiquer et sonne l'avènement de la République espagnole, « deux Espagne ⁴ » se font face déjà depuis de longues années.

En effet, la structure de la société espagnole en ce début de XXe siècle est encore considérée comme féodale. Au sommet, une Espagne catholique, traditionaliste, composée d'une oligarchie de grands propriétaires fonciers, dont l'Église elle-même, qui, de surcroît, contrôle l'enseignement, extorque le surproduit de petits producteurs agricoles et journaliers appauvris, domine et reste puissante au cours des temps grâce au soutien de l'armée.

L'autre Espagne, quant à elle, puise sa volonté de s'affirmer dans le poids croissant des nouveaux centres urbains : Madrid, Barcelone, Valence, Séville, Saragosse, et les grands centres industriels du pays que sont les Asturies (mines), le Pays basque (métallurgie) et les multiples entreprises de la Catalogne. En concentrant un prolétariat qui s'organise, elle contrebalance l'influence cléricale et conteste politiquement au conservatisme son hégémonie.

Politiquement, de 1931 à 1935, à la Chambre (*les Cortes*), deux camps bien distincts se font face. À droite, des monarchistes partagés par les querelles de succession dynastique s'allient aux conservateurs catholiques pour représenter une force politique d'extrême droite admiratrice du fascisme mussolinien et adepte de la menace du coup de force. À leurs côtés, la CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes) de José-Maria Gil-Roblès est le parti de l'Église qui accepte de jouer le jeu du parlementarisme. Elle est la grande bénéficiaire des élections de 1933 due aux intransigeances du gouvernement de gauche dirigé par le républicain Manuel Azaña peu enclin aux compromis avec la droite.

À gauche, le mouvement ouvrier est largement influencé par le courant anarcho-syndicaliste, mais ; à la Chambre, il est surtout représenté par le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol marxiste) de Largo Caballero. C'est surtout dans la rue que s'exprime la défiance des ouvriers envers le pouvoir de Madrid. Les anarchistes mettent sur pied dans le pays des grèves politiques et attaquent des postes de l'équivalent de notre gendarmerie, la *Guardia civil*. En 1934, les syndicats UGT (Union générale des travailleurs – socialiste) et CNT (Confédération nationale du travail – anarchiste), soutenus par les communistes du PCE (Parti communiste d'Espagne), proclament la grève générale et tentent sans succès de s'emparer du pouvoir. En revanche, les mineurs des Asturies fondent une commune autonome et résistent pendant deux semaines aux troupes professionnelles du général Francisco Franco amenées du Maroc pour mater la rébellion.

La polarisation politique est donc déjà à un très haut niveau lorsqu'aux élections générales de 1936, la coalition de *Frente popular* (Front populaire), à une courte majorité, sort vainqueur des urnes et place à la tête de la République Manuel Azaña ; dès lors, les ouvriers agricoles occupent les grands domaines latifundiaires, les ouvriers occupent leur usine, tandis qu'à droite, la surenchère dans l'activisme et les débordements dans la rue profitent aux troupes de la Phalange, organisation politique d'inspiration fasciste créée trois ans plus tôt par José Antonio Primo de Rivera, qui monte en puissance.

La violence atteint son paroxysme le 13 juillet 1936 par l'assassinat du dirigeant monarchiste José Calvo Sotelo. Cet événement pave ainsi la voie au complot militaire visant à renverser le gouvernement, dont Franco ne fait pas partie à ses débuts, et, dans la nuit du 17 au 18 juillet, les militaires se soulèvent dans leurs casernes. L'affrontement ouvert et sanglant des deux Espagne commence et la guerre civile s'installe pour quatre longues années.

b) En France.

Consécutivement à la nuit d'émeute du 6 février 1934 place de la Concorde à Paris par le fait des ligues d'extrême droite et des associations d'anciens combattants radicaux, la gauche, redoutant

4 Ramon Menéndez Pidal, *Historia de Espana*, Buenos Aires, Epasa Culpe, 1959.

un affaiblissement de la IIIe République et son basculement vers un régime autoritaire, inaugure symboliquement le front uni des travailleurs par la jonction le 12 février suivant des deux cortèges, communiste et socialiste, qui défilaient séparément pour protester contre le coup de force du 6. Voulant dès lors donner corps politiquement à cette volonté forte d'unité venant de leur base, les partis de gauche et les syndicats se réunissent en 1935 au siège de la Ligue des Droits de l'Homme pour fonder le Rassemblement populaire qui permet de mettre sur pied une alliance électorale de Front populaire. Cette dernière gagne les élections législatives de mai 1936 et porte à la présidence du Conseil le socialiste SFIO Léon Blum.

Ce succès politique est dû pour une bonne part au changement de stratégie de l'Internationale communiste qui passe du mot d'ordre « classe contre classe », qui est un échec cuisant, illustré dans le cas allemand par l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, à celui d'organiser des fronts populaires partout où c'est possible. C'est aussi un succès social dont le mérite en revient surtout aux travailleurs eux-mêmes. En effet, en initiant une vague de grèves sans précédent en mai-juin 1936, ils contraignent le ministère Blum et le patronat à signer les accords de Matignon qui mettent sur les rails les congés payés, les 40 heures de travail et la négociation des conventions collectives de travail.

En Moselle, malgré la victoire de la coalition de Front populaire, le département reste un territoire conservateur. Seul un député, Emile Béron, sur les sept sièges pourvus, est de gauche. Cependant, comme partout en France, les grèves, en débutant à la mi-juin, émaillent l'année 1936 de conflits menés surtout dans le cadre des négociations des conventions collectives⁵.

Dès lors, le déclenchement du soulèvement des généraux espagnols dans ce contexte de forte mobilisation partisane et se déroulant aux limites du pays retient l'attention de l'opinion publique mosellane.

c) L'affirmation de la solidarité.

Dès août 1936, la CGT, par l'intermédiaire de son secrétaire général, Léon Jouhaux, appelle à rassembler vivres et vêtements pour l'Espagne républicaine. Maurice Thorez, pour le Parti communiste français, lui emboîte le pas. C'est le prolongement en acte de la création, le 30 juillet



Jeunes communistes messins lors d'une collecte pour les réfugiés d'Espagne ca.1939. AD. Moselle 2 071 W 9.

⁵ Laurent Mousnier, Une ère nouvelle : pratiques et expériences mosellanes des conventions collectives de travail au temps du Front populaire (1936-1938), mémoire de maîtrise, Faculté des Sciences humaines et des Arts de Metz, 2005. [Archives dép. de la Moselle BH 14679].

précédent, du Comité international pour l'entraide au peuple espagnol lors d'un meeting, salle Wagram, présidé par Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'Homme.

On assiste dès lors à une intensification des initiatives dans le département en faveur de l'Espagne. Par voie d'affichage, par le moyen du porte-à-porte pour collecter des fonds, à l'instar des mineurs de la mine Charles-Ferdinand à Hettange-Grande⁶ et par la multiplication des meetings de soutien. L'augmentation des rapports venant des commissaires spéciaux et des sous-préfets vient conforter le sentiment du préfet de la Moselle que le soutien s'organise. Ils font état de nombreuses réunions sur tout le territoire en faveur des Républicains espagnols. Ainsi, des meetings ont lieu le 30 juillet 1936 à Hagondange, le 30 août à Metz, les 5 et 6 septembre à Amnéville et Ars-sur-Moselle, le 12 à Montigny-lès-Metz, le 19 à Petite-Rosselle et à Basse-Yutz, le 29 à Metz ; presque rien au mois d'octobre en raison de la pression du gouvernement qui tente de limiter les réunions sur ce thème, même si Thorez vient à Metz lors d'une réunion au Cristal Palace très chahutée par les ligues factieuses⁷. Elles reprennent tout de même le 22 novembre à Sierck-lès-Bains, les 19, 20 et 27 décembre à Metz, Basse-Yutz et Audun-le-Tiche.

Réunion Publique
le Jeudi, 30. 7. 36. à 19 heures 30
au **TRIANON, Hagondange.**

Que veulent les Communistes ! ?

Sur cette question prendront la parole :
LAMM Paul, Maire d'Hagondange,
ANSTETT Eugène, Secrétaire du Parti Communiste de la Moselle
SOLD Auguste pour la Jeunesse Communiste.

Toute la population est cordialement invitée.

Le Comité.

Oeffentliche Versammlung
am Donnerstag, den 30. 7. 1936, Abends 7 Uhr 30
im **TRIANON, Hagondange.**

Was wollen die Kommunisten ! ?

Ueber dieses Thema werden referieren :
LAMM Paul, Maire von Hagondange,
ANSTETT Eugène, Sekretär der Kommunistischen Partei von Lothringen,
SOLD Auguste, von der Kommunistischen Jugend.

Die ganze Bevölkerung ist eingeladen.

Imp. : G. Klein Hagondange

Tract pour le meeting d'Hagondange

Mais les appels ne se limitent pas aux dons ; les volontaires pour partir se battre sont aussi demandés. À l'exemple de *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* datée du 11 août 1936 qui lance un appel aux volontaires intitulé « *Travailleurs pour le front !* », dans les réunions publiques, Eugène Anstett, secrétaire de la Fédération de Moselle du PCF, en appelle à soutenir *par tous les moyens* l'Espagne, affirmant « *que les camarades qui sont partis volontaires en Espagne sont de vrais communistes* »⁸. Le 19 décembre 1936, Anstett confirme ainsi que des volontaires mosellans, malgré la surveillance policière, sont bien partis.

Si chacun choisit son camp selon ses affinités politiques⁹, la question des menaces aux frontières est une question qui ne laisse pas indifférent. Pour une raison simple : depuis janvier 1935 et le rattachement par référendum du *Land* voisin de Sarre au IIIe Reich, le sort des réfugiés politiques après l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933 ainsi que la gestion des provocations à la frontière sont des réalités administratives et sécuritaires auxquelles l'autorité préfectorale doit faire face¹⁰.

6 Rapport du commissaire spécial de Thionville au sous-préfet de Thionville du 24 août 1936. Archives dép. de la Moselle 301 M 79.

7 Voir Archives dép. de la Moselle 301 M 78.

8 Rapport du commissaire spécial de Metz au préfet de la Moselle du 22 décembre 1936. Archives dép. de la Moselle 301 M 78.

9 Eric Fery, *Le département de la Moselle face à la guerre d'Espagne, 1936-1939*, mémoire de maîtrise, Faculté des lettres et sciences humaines de Metz, 1993. [Archives dép. de la Moselle BH 14372]

10 Voir aux Archives dép. de la Moselle la cote 304 M 189.

La dévaluation et les prix

par L. LAURAT

Une fois de plus, nous nous ouvrons en face du problème des prix, mais dans d'autres conditions qu'il y a trois mois. Au début de l'été, en effet, il s'agissait de mesurer la répercussion possible ou probable de l'augmentation des salaires et des autres avantages conquis par la classe ouvrière, cette fois-ci, il faut envisager les effets d'une modification du poids de l'unité monétaire.

Si nous vivions dans une économie soumise à la loi souveraine de la libre concurrence et où aucune intervention de l'Etat ou d'organismes monopolistiques n'entrave ce qu'on appelle « le libre jeu des lois économiques », le problème serait très simple. La monnaie — la mesure — étant plus petite que précédemment, il faudrait obtenir un plus grand nombre de mesures pour mesurer une quantité donnée, donc donner plus d'unités monétaires qu'aujourd'hui pour acheter la même quantité de marchandises. Il y a hausse de prix.

Mais l'économie actuelle a une structure qui entrave de plus en plus la concurrence et le libre jeu des lois économiques. Le développement des ententes industrielles et l'interpénétration de l'Etat et de l'économie, s'accompagnent par un rationnement éternel et par une sécularité toujours plus lourde, ont introduit dans la formation des prix de nombreux éléments artificiels, de sorte que la modification de poids de l'unité monétaire ne

S'il est prouvé que l'accord de non-intervention est violé, la République espagnole doit avoir le droit d'acheter des armes

Telle est la résolution votée unanimement par la Conférence travailliste d'Edimbourg

Le Comité de non-intervention s'est réuni, hier, sans résultat

Apprise tout de suite après la démission du Parti ouvrier belge et l'annonce de la démission du congrès travailliste auprès du cabinet britannique, la démocratie de l'P.R.S.S. à même trouve des officiers pour assurer qu'elle est grande parce que, même si elle n'avait pas eu lieu les gouvernements français et britanniques des conditions dans lesquelles

elle a été connue n'ont pas été sans produire quelques, répercussions. On a entendu dire qu'elle était inopportune, prématurée. Il s'est agi d'écarter les protestations de la délégation espagnole avec accompagnement de menaces très faibles et même peu avouables.

Voilà, dit-on, que M. Dalios, le quel, cependant, aurait fait « quelques choses » — on ne sait pas quoi d'ailleurs.

Voilà, dit-on, que M. Dalios, le quel, cependant, aurait fait « quelques choses » — on ne sait pas quoi d'ailleurs.



Deux miliciens occis pès au service médical

Le sort de la lire et ses conséquences politiques

Pour mettre en garde contre des illusions et contre quelques dangereuses manœuvres

D'abord cette petite citation à l'adresse de ceux qui s'extasient sur les conséquences politiques de la dévaluation de la lire et ceux qui administrent, parce que faibles par Mussolini, une opération qu'ils vitupèrent en France.

Il n'est pas tout à fait d'hier, ce grandiloquent charabia. Je l'ai cueilli il y a trois semaines dans l'organe officiel de la Confédération fasciste de l'Industrie. C'est un commentaire de l'éloge de l'autarchie brailé alors, après le Duce, par son génère. La traduction est littérale :

« Les très lucides déclarations du ministre Galeazzo Ciano concernant les directives de la politique commerciale italienne ont eu la plus large répercussion (?) tant en Italie qu'à l'étranger. (...) spécialement dans ces Etats ne voulant point se rendre compte qu'il n'y aura pas de dérogation à ces directives — marquées par la politique italienne longtemps avant le siège sanctionné, renforcées et stabilisées par ce qu'il est avec son éloquent expérience — qui portent l'Italie fasciste à assurer à l'extérieur (souligné dans le texte) l'équilibre de sa balance commerciale, et à éviter des à présent de manières définitives que les répercussions d'un rôle naturel de trésor de l'Etat en cas d'événement exceptionnel, ne soient absorbées par le paiement de marchandises importées pour la consommation courante de la collectivité nationale et pourtant non indispensables. Ces directives de politique commerciale sont définitives pour la nation fasciste. »

Il y en a bien plus encore, mais ça suffit. Ce galimatias est drôle dans les circonstances actuelles ! Seulement, où voit-on que, depuis la

pas le problème. Il faut savoir, si, à supposer qu'elle le veuille, elle le pourra.

En demandant bien pardon à ceux qui ont tout de suite tenu la chose pour assurée, plutôt que de se livrer à des suppositions hasardeuses, ils feraient mieux de réfléchir sur la situation réelle de l'Italie, sur les suites de la politique économique et financière du Duce célébrée par la propagande fasciste comme un miracle permanent de surhumaine prescience, alors qu'elle est tout juste un empirisme inconsistant, incohérent et surtout ruinoux. S'ils prenaient cette peine, ils verraient que la renouveau à l'autarchie est l'hypothèse la plus improbable.

Aussi bien, la presse fasciste et les actes de la dictature ont-ils répondu déjà à cette idée futuribulique que la dévaluation de la lire impose la collaboration économique et politique de l'Italie avec les pays de démocratie ?

Il n'y a même pas à supposer qu'elle serve effectivement à rendre moins étroits les rapports de l'Italie et de l'Allemagne, car cela se serait produit même sans l'autarchie.

Il ne faut pas oublier que la politique italienne joue toujours sur plusieurs tableaux. Elle s'est trouvée un moment réduite à un seul : l'Allemagne. C'est une situation étrange pour elle et dont elle ne pouvait s'accommoder, d'autant qu'elle a déjà été le nouveau marchand de l'affaire.

Mais à supposer pour autant qu'elle renonce aussi à jouer l'Allemagne, c'est une sortie.

Les deux grandes dictatures hystérophobes sont condamnées à ne jamais pouvoir s'entendre, mais aussi à ne pas pouvoir se séparer : elles vivent comme

Un déjeuner Blum-Eden



Léon Blum, président du Conseil, et Pierre-Étienne Flandin, ont offert hier un déjeuner à l'occasion du passage à Paris de M. Eden, ancien assistant du secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères et M. Eden, de George Clerk, ambassadeur d'Angleterre, et leur Clerk, et M. Vion Boissac, ministre des Affaires étrangères.

Notre élève M. Blum, Delbos et Blum arrivaient au domicile de ce déjeuner.

M. Eden est reparti pour Londres
Le Bourget, 9 octobre. — M. Anthony Eden, chef du Foreign Office, a quitté Le Bourget pour Londres à 16 h. 30.

Il a été suivi à son départ par M. Mac Lean, secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Paris.

L'Annamite Hoang Van Tan

II. L'élaboration d'une doctrine administrative : surveiller les départs.

Par ces archives, on touche donc du doigt l'épineux problème des départs à destination de l'Espagne posé à la préfecture de la Moselle.

On s'aperçoit d'abord que les autorités ne s'attendent pas à un mouvement spontané et de grande ampleur de départs de volontaires européens destinés à aider l'Espagne républicaine. On rappelle que les premiers à rejoindre les forces gouvernementales dès le 18 juillet sont des réfugiés allemands et italiens ou des sportifs d'autres nationalités déjà présents sur place à la faveur des *spartakiades*, les Jeux olympiques ouvriers organisés à Barcelone en 1936 pour contrer ceux de Berlin.

Dans les faits, seuls les ressortissants espagnols, voire portugais, font l'objet d'une attention particulière. Ainsi, un télégramme émanant de la Sûreté du 28 juillet 1936, demande au préfet « d'accorder certaines tolérances ¹¹ », sans détailler lesquelles ni leur modalité d'application, aux Espagnols et Portugais frappés d'expulsion ou renoués en raison de la récente fermeture de la frontière espagnole (celle principalement du Pays basque, occupé par les insurgés).

Un mois plus tard, la situation évolue et les préfectures reçoivent la fameuse circulaire du ministre de l'Intérieur socialiste SFIO, Roger Salengro, du 21 août. C'est la plus connue, celle que l'on retrouve dans tous les dépôts d'archives départementales, le nôtre ne faisant pas exception, citée également par Rémy Skoutelsky dans son livre.

Une du journal de la CGT Le Peuple du 10.10.1936. AD. Moselle 301 M 79.

¹¹ Télégramme officiel du ministère de l'Intérieur (Sûreté) aux préfets du 28 juillet 1936, Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

Sans se montrer précise sur la composition des groupes formés pour rejoindre l'Espagne (les étrangers sont désignés, donc on peut les supposer hispaniques), elle va tenir lieu de doctrine officielle jusqu'au 29 novembre, date à laquelle une nouvelle circulaire précise les choses. Deux choses néanmoins à en retenir.

La première est qu'il s'agit bien d'un ordre donné aux préfets par le gouvernement de Front populaire d'empêcher la formation d'unités, nommés dans la circulaire « groupes d'assaut » et de s'opposer à leur départ. La référence aux troubles à l'ordre public que provoque la constitution de ces groupes paramilitaires est la première des raisons invoquées, celle qui sera reprise sans discontinuer par la préfecture jusqu'en 1939.

La deuxième, plus fondamentale pour le cabinet de Léon Blum, est celle de la nécessité de maintenir le vernis de neutralité dans le conflit espagnol donné à sa politique étrangère. La position officiellement non interventionniste de la France sur la scène internationale risquerait de pâtir du laisser-aller préfectoral si des bandes armées portaient effectivement des départements français pour « *porter secours à l'un des partis¹² en présence en Espagne* ».

Car, depuis le 25 juillet 1936, la France ne livre plus d'armes à l'Espagne républicaine malgré la demande pressante du gouvernement légal espagnol et les accords de 1935 conclus entre Pierre Laval, alors ministre des Affaires étrangères, et Manuel Azaña. Le 8 août, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'URSS, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste s'entendent à Londres pour l'élaboration d'un pacte de non-intervention. Pourtant, l'aide militaire allemande et italienne est connue dès le 5 août 1936, on l'a vu, et dénoncée par le ministre français de l'Air, Pierre Cot. Les preuves supplémentaires de l'ingérence italienne arrivent le 30 août suivant lorsqu'un avion fasciste est obligé de se poser au Maroc français suite à une avarie mécanique. Les autorités françaises découvrent alors dans la carlingue du matériel militaire destiné aux troupes espagnoles rebelles ainsi que des sous-officiers et officiers italiens en civil en route pour les former.

Mais qu'importe. Lorsque le préfet de la Moselle, Marc Chevalier, répercute ces instructions à ses sous-préfets, au commissaire spécial de Metz et à la gendarmerie, il reprend les arguments du ministre dans cet ordre.

Marc Chevalier, voilà l'homme qui est au cœur des affaires espagnoles dans le département jusqu'en mars 1939. Il est nommé préfet de la Moselle le 21 mars 1936 et installé depuis le 7 avril. C'est un homme d'ordre revendiqué et son principal souci reste de maintenir « *la nécessité des disciplines collectives* » en vertu de l'action exercée par son administration qui « *apparaît comme la garantie de l'ordre imposé à tous et en toutes circonstances [c'est nous qui soulignons]¹³* ». En effet, le ministre indique qu'il est informé régulièrement que « *des groupes (...) se forment dans certains départements et que des agences recrutent des volontaires et organisent des départs massifs pour l'Espagne¹⁴* » en vue de prendre part aux hostilités. Si en cette fin 1936, la position de la France, et du Comité de Londres de non-intervention, s'affirme en effet nettement en faveur d'un contrôle resserré des départs pour l'Espagne, à telle enseigne que le gouvernement Blum fait

12 C'est nous qui soulignons. La crainte est aussi celle de voir des contingents se former et venir en aide aux franquistes, alors qu'en début de circulaire il n'est juste fait mention que de renfort à destination « des milices gouvernementales », donc loyalistes. Circulaire n° 134 du ministre de l'Intérieur à Monsieur le Gouverneur Général de l'Algérie, à Monsieur le Préfet de Police et à Messieurs les Préfets du 21 août 1936. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

13 Discours du Préfet de la Moselle devant le Conseil Général, *Rapports et délibérations du Conseil Général de la Moselle*, p. 239 à 242. Archives dép. de la Moselle 628 PER 1 936.

14 Circulaire du ministre de l'Intérieur à Monsieur le Gouverneur Général de l'Algérie, à Monsieur le Préfet de Police et à Messieurs les Préfets du 29 novembre 1936. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

voter une loi le 15 janvier 1937 interdisant à tout Français ou étranger non hispanique de se rendre en Espagne par le territoire national, c'est qu'entre temps la solidarité avec l'Espagne républicaine s'organise, encouragée par le départ de l'URSS du Comité de Londres au mois d'octobre 1936.

Rappelons que la formation des Brigades internationales est une décision de l'Internationale Communiste (IC) datée du 18 septembre 1936 et entérinée par décret du 16 octobre du gouvernement de Largo Caballero, en poste depuis le 18 juillet 1936 après le départ d'Azaña. Les départs de volontaires, tant mosellans qu'étrangers signalés, sont donc antérieurs à cette création. Ils passent d'autant moins inaperçus des autorités que ces dernières ont toujours concentré leurs efforts sur l'identification des filières de passeurs des frontières du département.



Marc Chevalier

paru dans *L'Illustré Messin* de 1936.

AD. Moselle 7 T 74.

A) Les filières.

L'existence de filières pour les réfugiés est attestée depuis le début des années 1930 dans les documents. Dans le cadre de cet article, une filière nous intéresse plus particulièrement avant les événements de 1936, celle mise en place par le Secours Rouge International (SRI) et qui va servir également pour l'acheminement des volontaires pour Madrid.

a) *Le Secours Rouge International.*

Cette organisation internationale communiste née à Moscou en 1922 se propose d'apporter une aide matérielle aux révolutionnaires de tous les pays en difficulté ou emprisonnés pour la cause. Voulant concurrencer la LDH sur le terrain de la solidarité avec les réfugiés et opprimés pour raison politique, elle dispose de comités partout où il y a un parti communiste ou des syndicats de lutte antifascistes, surtout à partir des années 30.

On est renseigné sur les comités mosellans du SRI à partir d'une préoccupation forte des autorités françaises avant 1936, celle de l'activisme des militants du SRI auprès « des indigènes coloniaux », comprenez les supplétifs algériens ou sénégalais. Le ministère de l'Intérieur, voulant se renseigner sur le possible prosélytisme communiste à destination de ces soldats, en particulier ceux qui sont en cantonnement dans les différents camps militaires du territoire, suscite des rapports de situation sur les activités et les effectifs de cette organisation. En Moselle, les commissaires spéciaux s'accordent à dire que le SRI en 1935 a perdu « *considérablement de [sa] virulence*¹⁵ » et ses actions sont limitées. Ses militants sont bien connus et les responsables départementaux relèvent en majorité du milieu cheminot (Guillaume Klein pour Montigny-lès-Metz ou Charles Menchhoeffer pour Metz-Sablon par exemple) et ne semblent pas jouer le rôle actif que l'on s'attend à les voir jouer.

En décembre 1936 cependant, le préfet de la Moselle prend connaissance d'un rapport du commissaire divisionnaire de police spécial de Strasbourg relayant ceux du commissaire spécial de Saint-Louis dans le Haut-Rhin qui signalent l'acheminement par le SRI de deux réfugiés allemand et autrichien dans son département dès avril de la même année ! Pourquoi en avertir la Moselle ?

15 Rapport du préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur du 7 janvier 1936. Archives dép. de la Moselle 301 M 78.

Parce que ces rapports révèlent le fonctionnement d'une filière dite de Prague qui passe par le Luxembourg et fait transiter par la Moselle les gens destinés pour l'Espagne.

b) Prague et Luxembourg.

Qu'apprend-on de cette filière ? Dans les copies de rapport des services de police bas-rhinoise, l'organisation de la filière y est assez bien décrite pour que l'on comprenne comment cela fonctionne en surface néanmoins.

À Prague existe un bureau de transit pour l'acheminement sous passeport tchécoslovaque de volontaires allemands jusqu'à Paris, à la maison des syndicats située au 8 avenue Mathurin Moreau, lieu de regroupement général des volontaires, en vue de les faire atteindre l'Espagne. À la date du 13 novembre 1936, 185 ressortissants allemands auraient été pris en charge par cette filière du SRI, puis en France, par le Parti communiste français. Des Russes, munis d'argent et de passeports bulgares ou yougoslaves, doivent également passer par Paris via cette filière.

Intéressants sont les noms cités des hommes orchestre de cette filière : le Tchèque Rudolf Slansku (mal orthographié, il s'agit bien de Slansky, le célèbre dirigeant communiste tchécoslovaque exécuté à Prague en 1952, dont la date et le lieu de naissance indiqués dans le rapport sont les bons) et un autre ténor du communisme international, l'Allemand Willy Müzenberg, qu'on signale à Paris¹⁶ – pas seulement à Paris d'ailleurs – où il vit depuis son arrivée en France en 1933. Le 10 décembre 1936, le commissaire spécial de Thionville signale la présence au préfet le 8 décembre à Algrange lors d'une réunion privée sur invitation (qu'un indicateur de police a donc reçue lui aussi...) organisée par le PCF, d'un ex-député au Reichstag répondant au nom de Weigel¹⁷. Cet individu qui a pris la parole pour appeler à la mobilisation de combattants pour l'Espagne pourrait être Müzenberg voyageant sous un nom d'emprunt. On sait le rôle qu'il joua dans le recrutement des brigadistes. Seule la mention d'ex-déporté ne colle pas à l'hypothèse parce qu'il ne l'a pas été.

Après Prague, Luxembourg, où une organisation équivalente de celle de Prague se charge aussi de faire transiter des combattants pour l'Espagne. Installée d'après les rapports dans la capitale du Grand-Duché au 134 *Petrusing*, la filière serait dirigée par un certain Daniel Moes, dont il ne m'a pas été permis de vérifier qui se cachait derrière cette identité. Plus intéressante est la présence signalée à Luxembourg de Hugo Eberlein, agent allemand de l'IC, installé à Strasbourg en 1933, mais expulsé vers le Luxembourg en juillet 1936 pour détention de faux papiers. Il est donc encore présent en décembre, alors que le bruit courait qu'il avait déjà rejoint l'URSS ; il est suggéré qu'il prenne une part active dans l'organisation du départ des volontaires luxembourgeois¹⁸.

Le commissaire spécial de Thionville qui surveille le Luxembourg rapporte d'autres noms, dont celui d'Albert Starck, sur lequel je n'ai pas trouvé d'informations, qui agirait sous les directives du secrétaire général du parti communiste luxembourgeois, Bernard Zenon, recruteur actif pour l'envoi de volontaires via la Moselle.

Dans son livre consacré aux volontaires luxembourgeois, Henri Wehenkel, citant le témoignage d'un ancien brigadiste, Nic Putz, confirme également que le chemin qui mène vers l'Espagne passe par Hagondange¹⁹.

16 Rapport du commissaire divisionnaire à M. le préfet du Bas-Rhin du 13 novembre 1936. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

17 Rapport du commissaire spécial de Thionville à M. le sous-préfet de Thionville du 10 décembre 1936. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

18 Rapport du commissaire divisionnaire de police spéciale de Strasbourg à M. le commissaire spécial de Thionville du 13 décembre 1936. Archives dép. de la Moselle 301 M 78.

19 Henri Wehenkel, *D' Spuniekämpfer, volontaires de la guerre d'Espagne, partis du Luxembourg*, Centre de documentation sur les migrations humaines, Dudelange, 1997, p.54. [Archives dép. de la Moselle BH 24 243]

c) La Fédération de la Moselle du PCF et l'Union départementale de la CGT.

En effet, de nombreux rapports des agents détachés à la surveillance des frontières allemande et luxembourgeoise font état de passages de « *déserteurs allemands* » cherchant dans les cafés des localités jalonnant la frontière (Petite-Rosselle, Stiring-Wendel, Forbach) des représentants de la CGT chargés de conduire les volontaires jusqu'à un point de chute qui est souvent désigné comme Thionville, mais qui est en réalité Hagondange, au 44 rue de la Gare, autrement dit le lieu où est situé le local de la fédération de la Moselle du PCF²⁰.

En janvier 1937, la filière organisée par le Comité d'entraide au peuple espagnol pour le transit des volontaires étrangers comme français pour l'Espagne est identifiée en Moselle. Les rapports se montrent de plus en plus précis et citent des noms. Des noms d'étrangers pour la plupart assortis d'éléments de biographies qui montrent que les autorités surveillaient étroitement ces ressortissants de pays comme l'Italie ou la Pologne avant même que leurs activités les conduisent à enrôler des volontaires pour l'Espagne.

Les candidats luxembourgeois à l'aventure espagnole sont donc repérés passant la frontière, comme dans ce rapport du 14 avril 1937 dans lequel le commissaire spécial de Thionville signale au sous-préfet le passage d'un Français, natif de Paris, Marcel Follet, ouvrier à la mine de Rédange, accompagné de deux Italiens de Rédange également, dans un groupe de vingt Luxembourgeois en partance pour l'Espagne²¹.

Pour les Français, on appelle l'attention du préfet sur le maire communiste d'Hagondange, Paul Lamm, et le secrétaire fédéral du PCF, Eugène Anstett, bien entendu, car, pour les policiers, les enrôlements sont l'œuvre du Comité d'entraide au peuple espagnol au sein duquel se dissimule (à peine) le PCF qui « *en assume seul toute l'activité pour le recrutement des volontaires en faveur des gouvernementaux espagnols* »²². Parmi eux encore, Marcel Kirsch, secrétaire adjoint de la Fédération des travailleurs du sous-sol CGT ainsi que le maire de Mondelange François Rubeck. Ce dernier est signalé comme très actif dans le réseau ; sa ville aurait déjà fait partir une dizaine de partisans, dont son 1er adjoint Alfred Kaufmann qui, en effet, à cette date, est déjà en Espagne. Le fonctionnaire relève qu'il est aidé efficacement dans cette tâche par l'instituteur Jean Burger, ²³ qu'on ne présente plus.

B) Le recrutement.

Le dernier trimestre de 1936 voit partir des contingents plus nombreux, comme partout en France, suivant en cela les consignes du bureau politique du PCF qui enjoignent aux fédérations de massifier les enrôlements. Des rapports échouent sur le bureau de Marc Chevalier lui signalant des groupes d'hommes plus ou moins importants quittant le département avec à l'appui des listes nominatives mêlant les militants français et étrangers (demeurant et travaillant en Moselle).

a) Les Français.

Pourquoi partent-ils ?

20 Rapport du préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur du 2 février 1937. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

21 Rapport du commissaire spécial de Thionville à M. le sous-préfet de Thionville du 14 avril 1937. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

22 Rapport du commissaire spécial de Thionville au sous-préfet de Thionville. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

23 Rapport du commissaire spécial de Thionville au sous-préfet de Thionville du 12 janvier 1937. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

Les volontaires partent pour essentiellement quatre motivations que Rémy Skoutelsky, dans son ouvrage référence, décrit longuement, je vous y renvoie²⁴, mais pour résumer :

- La solidarité ouvrière avec la jeune république espagnole de front populaire ; après tout, pour les Français, le Front populaire est chez eux aussi sorti vainqueur des urnes lors des élections législatives de mai 1936 ;
- L'antifascisme parce qu'on défend Madrid contre les factieux ;
- La défense de la République française et son indépendance ; c'est la conséquence que tirent instantanément les volontaires de leur engagement. Avec deux nations hostiles aux frontières, l'Italie mussolinienne et l'Allemagne nazie, une Espagne devenant franquiste consacrerait l'encerclement du pays et partant menacerait son indépendance.

« À travers l'Espagne c'est la France qui est visée. (...) Une telle politique [de non-intervention] ne peut pas ne pas inquiéter les Français soucieux de la sécurité du pays, car, si les hommes de Hitler triomphaient en Espagne, la France ne serait plus seulement menacée sur le Rhin, elle le serait au sud et dans la Méditerranée », explique le texte d'une affiche du PCF²⁵.

- Enfin, l'internationalisme. Pour un département qui compte un bon nombre d'étrangers côtoyés quotidiennement au travail, c'est par devoir humaniste et par anti-impérialisme pour la défense des libertés des peuples que l'on franchit les Pyrénées pour aider ses frères espagnols avec des armes. Conception qui s'oppose frontalement à l'antimilitarisme des années 20.

Qui et combien ?

Évacuons d'abord la question du nombre. Depuis le mémoire de maîtrise d'histoire d'Eric Fery, le chiffre de 230 militants mosellans partis d'octobre 1936 à octobre 1938²⁶ est repris et semble admis. Ses calculs fondés sur les archives de la préfecture qui sont aussi la source de cet article donnent pour résultat une estimation qui ne se fonde sur aucune donnée définitive faute de synthèse établie par l'administration elle-même, et par impossibilité de les recouper avec les archives moscovites.

Rémy Skoutelsky, qui a eu accès à ces dernières pour l'élaboration de son livre, estime le chiffre total des brigadistes français entre 9 000 et 9 900²⁷ ; le contingent alsacien mosellan représenterait selon lui près de 9 % des volontaires (la Moselle seule entre 2 et 5 %), la région parisienne en concentrant à elle seule la moitié²⁸.

Cela étant, se pose pour nous un problème évident d'identification des seuls brigadistes mosellans. Même si les archives de l'AVER peuvent aider grandement, ainsi que le Maitron dans sa partie consacrée aux volontaires, le doute est jeté sur la réalité de chaque départ tant que des sources disponibles ne viennent les confirmer ou les discuter.

Peut-on inclure dans ce décompte, par exemple, Eugène Spicher, né le 29 juin 1913 à Vitry-sur-Orne, ouvrier à Rombas, parti pour Paris le 17 octobre 1936 et « *qui pourrait être parti pour l'Espagne* » ; ou Henri Flajolet, né le 7 avril 1905 à Francaltroff, manœuvre également à Rombas qui

24 Rémy Skoutelsky, *op. cit.* pages 169-199.

25 Transcription d'une affiche intitulée *Avec l'Espagne pour la sécurité de la France*, 1936. Archives dép. de la Moselle 301 M 78.

26 Eric Fery, *op. cit.* p.72.

27 Rémy Skoutelsky, *op. cit.* page 336.

28 Rémy Skoutelsky, *op. cit.* pages 150-151.

a quitté femme et enfant et serait parti comme volontaire en Espagne ; ou encore Léon Soeder, né le 16 novembre 1902 à Dabo, qui aurait quitté son emploi à la scierie pour travailler à l'usine à Hagondange, puis serait parti pour l'Espagne²⁹. Ces hommes jusqu'à plus ample informé n'apparaissent nulle part ailleurs.

Au surplus, dans des rapports conservés à Moscou que Rémy Skoutelsky a pu consulter au CRCEDHC, sont soulignés à la fois l'émulation à faire du chiffre qui gagne certaines régions où le PCF est bien implanté et l'effet pervers de cette politique. Parmi les volontaires réceptionnés à Albacete, beaucoup sont des recrues d'un faible niveau militaire et d'un bagage politique inexistant. Dans ces rapports, Hagondange est visé. On accuserait les Mosellans de recruter le tout venant dans les bureaux de placement de chômeurs³⁰. Difficiles à confirmer, les archives de la préfecture ne conservent pas de rapports sur un possible recrutement dans les bureaux de placement.

Quoi qu'il en soit, on se trouve vis-à-vis d'eux dans une situation paradoxale où, pour savoir qui ils sont, il faut attendre qu'ils reviennent. Par exemple, dans le cas de Marcel Pierre, dont on signale le départ pour l'Espagne au préfet le 22 avril 1938, on est renseigné sur lui grâce à un rapport du commissaire de la Sûreté de Metz qui livre des informations à la faveur de son retour en France par le poste frontière d'Hendaye le 17 février 1939. Né à Plesnois en 1908 (la date exacte diffère d'un rapport à l'autre), il a suivi ses parents installés à Oran (Algérie). Revenu en Moselle en 1935 pour travailler aux Aciéries de Rombas, puis aux tanneries de Saint-Julien-lès-Metz, il est parti en Espagne entre le 17 février et le 5 mars 1938. Passant pour un homme peu recommandable, ayant de nombreuses maîtresses, porté déserteur et insoumis en juillet 1938, il est aussitôt arrêté par la gendarmerie d'Uckange le 3 mars 1939 à son domicile de Richemont. Toutefois, et malgré sa mauvaise réputation, on ne s'oppose pas à ce qu'il reste dans le département,³¹ certainement parce qu'il est Français, car on verra plus loin que le retour des brigadistes étrangers en Moselle sera bien plus difficile.

29 Rapport du commissaire de Police de Rombas au préfet de la Moselle du 4 décembre 1936. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

30 Rémy Skoutelsky, *op. cit.* Page 138.

31 Rapport du commissaire de Police, chef de la Sûreté, au commissaire central de Metz du 10 mai 1939. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

FRANÇAIS

PIERRE Marcel, né le 11 avril 1908 à Plesnois (Moselle), mécanicien
 BREHM Charles, né le 29 Septembre 1910 à COLMAR
 BREM Julien, né le 23 Octobre 1917 à Savigny (Vienne)
 MERTZ Eugène, né le 22 Novembre 1901 à COLMAR
 WALZER Henri, né le 27 Avril 1911 à Vallières-les-Metz
 JOLIOU Marcel, né le 11 Mai 1906 à Pontarlier (Doubs)
 HOSSON Henri, né le 13 Juin 1909 à Roville (Meurthe-et-Moselle)
 JUTARD Louis, né le 31 Août 1910 à La Flèche (Sarthe)
 DIEBOLD Albert, né le 30 Juillet 1907 à Dornach (Ht/Rhin)
 BEBMANN Louis, né le 13 Août 1914 à Saverne (Bas-Rhin)
 CLAUDE Gaston, né le 5 Décembre 1913 à Longuyon (Meurthe-et-Moselle)
 BOUR Victor, né le 3 Janvier 1910 à Rombas (Moselle) demeurant à Merlebach
 JOURDON Robert, né le 19 Juin 1908 à Herminval-les-Vaux (Calvados)
 MANGEON Marcel, né le 26 Février 1909 à St. Nicolas-du-Port (M & M)
 PESIE Paul, né le 6 Mars 1914 à Seremange (Moselle)
 THOUVENIN Fernand, né le 10 Sept. 1902 à Toul (M. & M)
 GORNAY Joseph, né le 2 Février 1906 à Algrange (Moselle)
 MARTIN Gilbert, né le 17 Avril 1901 à Nieul-le-Dolent (Vendée)
 LAFIE Auguste, né le 25 Décembre 1903 à Ivry (Seine)
 ROTH Albert, né le 1er Août 1906 à Lauterbourg (Bas-Rhin)
 WANDERDOUCK Louis, né le 21 août 1898 à ARMENTIERES (Nord)
 MAINCHAIN Albert, né le 27 Mars 1907 à St. Hilaire-du-Bois (Vendée)

ETRANGERS

KLYSZ Jean, né le 8 Juin 1910 à Kobillki (Pologne) demeurant en dernier lieu à Algrange (Moselle)
 MAITYKA Stefan, né le 14 Mai 1910 à Ozarof (Pologne)
 KANTOWICZ Stanislas, né le 8 Décembre 1905 à Inowrosztow, (Pologne)
 KOLLBOCK Joseph, né le 4 Février 1902 à Vienne (Autriche) en dernier lieu à l'usine de la Paix à Knutange (Moselle)
 DANENCIC Giovanni, né le 31 mars 1912 à Gorizia (Italie)
 CERO Vittorio, né le 13 Octobre 1900 à Undazugna (Italie)
 WYTIAZ Pierre, né le 6 Janvier 1900 à Ruzcek (Pologne)
 JOSTABEFF Théodore, né le 4 Juin 1897 à Iwote (Russie) ex-légionnaire)

Liste de brigadistes internationaux se prétendant mosellans en avril 1939. AD. Moselle 304 M 185.

À ce stade, retenons ce chiffre de 230 et contentons-nous d'illustrer la difficulté de faire appartenir les individus signalés par la Sûreté Générale à cette catégorie de volontaire et de la faire coïncider avec un parcours réellement « espagnol » ultérieur. Des listes de noms établies fin 1936, comme celle ci-dessous, désignent-elles bien des individus qui ont réussi à gagner la péninsule ibérique, pour ceux qui n'y ont pas renoncé ? Sont-ils revenus vivants, blessés ou y ont-ils laissé la vie ?

On remarquera que la préfecture, en raison de la seule indication du lieu de naissance, ne peut faire de tous ces hommes des Mosellans à proprement parler, même si on pense qu'ils y résidaient au moment de leur départ. Rémy Skoutelsky pointe ce problème évident de mobilité et, en évoquant la Moselle comme principal département d'accueil des futurs brigadistes, donne matière à penser sur la provenance des individus portés sur ces listes qui ne seraient que de passage ou

Français				
Muller Jorga	13.6.1895	à Achen	balany	Albion
Solo François	6.7.1915	à Hombourg	Hagemaury	"
Lein Frédéric	21.2.1911	à Bommels	"	"
Kutty Charles			Churath	"
Richard Henri			Stang	"
Fisch Jore			Corang	"
Lampert Paul			Enbach	"
Klarer Michel			Hettang fcs	"
Rauches Christin			Hogues fcs	"
Mendelbrock Lichan			"	"
Antoni crusa	11.4.1912	à Elst	Humbelange	"
Donna alphonse	22.7.14	à Hombourg	Rombas	"
Grapp Albert	24.12.1912	à Hombourg	Hagemaury	"
Faber Julien	21.10.1919	à Bommels	"	"
Zugmayer René			"	"

liste de 15 noms de Français volontaires

AD. Moselle 304 M 185.

Si on se tourne vers les archives publiques, deux types de document peuvent nous aider. Né en 1899, Georges-Alphonse Muller doit avoir un feuillet nominatif de contrôle conservé dans le registre matricule de sa classe, soit la classe 1919. Conservé sous la cote 2R489, son feuillet reste malheureusement aussi muet que son questionnaire biographique. La période qui nous intéresse est désignée par la mention : « *classé sans affectation le 15.1.1938* ». Pour la France, cela veut donc dire que le passé militaire espagnol n'a aucune valeur en soi, puisque, par définition, ce service n'a pas été passé sous le drapeau national.

— 4 —

TITRE I. — MILITAIRES DES ARMÉES DE TERRE, DE MER ET DE L'AIR. (Suite.)

2^e Activités en faveur de l'ennemi :

a. Avez-vous, au cours de votre captivité, écrit dans un quotidien ou périodique paraissant sur territoire de la puissance détentrice oui ou non (1)

Lequel :

b. Avez-vous, militent dans un groupe ou cercle créé dans votre camp, préconisé personnellement la collaboration avec l'ennemi oui ou non

TITRE II. — MEMBRES DE LA RÉSISTANCE METROPOLITAINE OU EXTRA-METROPOLITAINE.

A. SERVICES DANS LA RÉSISTANCE.

Date d'engagement :

Date de démobilisation ou de fin de service :

Grades successifs :

Numéro matricule, indicatifs ou pseudonymes :

1^{er} F. F. C. — Réseaux dans lesquels l'intéressé a servi :

du au

du au

du au

À titre de P. 2 : (2)

À titre de P. 1 : (2)

2^e F. F. I. — Périodes de combats auxquels l'intéressé a participé (3) :

Lieux successifs (localité, département) : **RÉSISTANCE INTERIEURE FRANÇAISE**

du (Homologué)

du carte D.L.R. n° 1018.03532

du carte G.V.R. n° 070 957

3^e Membres de mouvements de résistance n'ayant été ni arrêtés, ni internés, ni déportés, et membres occasionnels des réseaux visés au A. 1^{er}, ci-dessus :

a. Mouvements ou réseaux pour le compte desquels l'intéressé a travaillé (4-5) :

du au

du au

du au

b. Accomplissement de l'un ou de plusieurs des actes individuels de résistance énumérés limitativement ci-dessous :

— Création et direction aux échelons nationaux, régionaux et départementaux d'organisations de Résistance reconnues oui ou non

du au à

(1) Biffer les mentions inutiles.

(2) Joindre la copie certifiée conforme de l'attestation P. 2-P. 1.

(3) Joindre la copie certifiée conforme du certificat F. F. I.

(4) Joindre la copie certifiée de l'attestation d'agent occasionnel.

(5) Joindre un rapport motivé du liquidateur responsable de l'organisme au compte duquel l'intéressé a travaillé ou deux témoignages circonstanciés établis par des personnes notoirement connues pour leur action dans la Résistance, étant précisé que ces témoignages sont certifiés sur l'honneur et qu'ils engagent la responsabilité de leurs signataires dans les conditions prévues par l'article 365 du Code pénal : « Celui à qui le serment aura été déféré ou réitéré en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 6.000 à 180.000 francs. Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 12 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine, et être placé sous la surveillance de la haute police pendant la même durée d'année. (Loi du 27 mai 1955, art. 19) décret du 30 octobre 1955. »

— 5 —

TITRE II. — MEMBRES DE LA RÉSISTANCE. (Suite.)

A. SERVICES DANS LA RÉSISTANCE. (Suite.)

— Détention volontaire de matériel clandestin d'impression oui ☒ non ☐

du début 1942 au à mon arrestation janvier 1944

— Rédaction, impression, transport ou distribution habituels de tracts ou journaux clandestins, établis par une organisation reconnue oui ☒ non ☐

du début 1942 à mon arrestation

— Fabrication habituelle et non rétribuée de pièces d'identité pour les membres de la Résistance ☒ non ☐

du au à

— Transport ou détention volontaire d'armes ou d'explosifs dans un but de résistance oui ☒ non ☐

du groupe armé FIF - réseau Marie sabotages

— Fabrication de matériel radio destiné aux émissions et réceptions de postes clandestins utilisés pour la Résistance ☒ non ☐

du au à

— Fourniture volontaire gratuite et habituelle de locaux aux réunions de groupes clandestins ☒ non ☐

du à mon domicile 21 sur Moselle jusqu'à mon arrestation

— Hébergement gratuit et habituel de résistants traqués ou blessés au cours d'une action militaire, de militaires français ou alliés évadés ou de parachutistes des armées alliées ☒ non ☐

du au à

— Passage habituel, à titre gratuit, de résistants ou de militaires évadés hors du territoire occupé vers la France libre ou les pays alliés ☒ non ☐

du au à

— Destruction habituelle de voies de communication ou d'installation ferroviaire, ☒ non ☐

du au à Durant toute l'année 1943

B. AVEZ-VOUS ÉTÉ BLESSÉ DANS L'EXÉCUTION D'UN ACTE QUALIFIÉ DE RÉSISTANCE OU DE COMBAT

À quelle date : où ?

Dans quelles circonstances :

(Joindre toutes pièces justificatives justificatives)

C. INTERNEMENT OU DÉPORTATION.

1^{re} Date et lieu d'arrestation (2) : 21 Janvier 1944

Causes de l'arrestation (3) : activité résistante

2^e Dates de internement :

NATZWEILLER, 27.1.1944 au 3 Mai 1945 (1944)

NATZWEILLER du 3 Mai 1944 au 11 Mai 1944

Fromen du 11.5.44 au 27.4.45

du au

(1) Biffer les mentions inutiles.

(2) Joindre une copie conforme du certificat modèle A.

(3) Joindre la copie certifiée conforme de l'attestation établie au titre F.F.C. ou R.F. ou F.F.I. — À son défaut joindre un rapport prouvant que l'arrestation a été motivée soit par un acte d'aide volontaire apporté aux réseaux, localités ou mouvements reconnus à titre : F.F.C. — F.F.I. — R.F. — ou aux membres individuels de ces formations ; soit par un acte caractérisé de haute civile ou militaire contre l'ennemi.

Autre extrait du dossier de demande de carte du combattant de Georges-Alphonse Muller. AD. Moselle 3229 W 132

Deuxième tentative. Le recours à son dossier d'ancien combattant, puisque l'on sait qu'il a fait la Deuxième Guerre mondiale et a été déporté. Un dossier à son nom se trouve bien conservé sous la cote 3 229 W 132 dans le fonds relatif aux demandes de statut spécifique attribué au titre de la résistance et de la déportation. Pas plus de succès, le dossier est vide relativement à sa période espagnole.

Le Maitron, se fondant sur les archives de l'AVER, n'en sait guère plus : il nous apprend qu'il sert comme volontaire en Espagne au sein de la 11e BI, puis la 12e en tant que sergent du 1er novembre 1936 au 22 novembre 1939³⁴. La date interroge. Les BI ont été évacuées du front en septembre 1938 et la guerre est terminée en avril 1939 ; a-t-il été alors en convalescence à Paris, à la Maison des blessés, ouverte en février 1939 au 4 cité Monthiers dans le IXe arrondissement, pour soigner les rapatriés d'Espagne, jusqu'à cette date suite à sa blessure ? Pourquoi pas, mais jusqu'en septembre 1939, et pas au delà, qui est le mois de fermeture de la Maison suite à l'interdiction du PCF. Autre possibilité, celle d'une captivité passée aux mains des franquistes et le 22 novembre serait sa date de libération. Mais c'est douteux.

La seule preuve administrative le concernant est ce rapport daté du 2 décembre 1936 émanant du sous-préfet de Sarrebourg. Willmann, accompagné de deux autres camarades employés à la cimenterie d'Héming comme lui, Alfred Schenck et Auguste Marchal, dont on ne sait rien et que le Maitron ne connaît pas, ont quitté Sarrebourg par la gare le 1er décembre pour Hagondange. Détail intéressant, cela a été fait au vu et au su de tout le monde, puisqu'une trentaine de camarades les ont accompagnés jusqu'à la gare d'Héming en chantant l'Internationale³⁷. Preuve que, jusqu'à ce que la frontière espagnole soit fermée en janvier 1937, les départs étaient tolérés.

Questionnaire biographique relatif à la guerre d'Espagne de Camille Willmann. Archives de la fédération du PCF 57 (en cours de classement).

35 <https://maitron.fr/willmann-camille/>
36 Voir à la cote 2 R 747 le matricule 701. Archives dép. de la Moselle.
37 Rapport du sous-préfet de Sarrebourg au préfet de la Moselle du 2 décembre 1936. Archives dép. de la Moselle
304 M 185.

consignés dans un formulaire spécial de complément à la biographie pour les militants revenus d'Espagne que G.-A. Muller ne semble pas voir rempli ou a été perdu³⁸.

Les informations données recoupent celles dont nous disposons en consultant le Maitron en ligne avec la confirmation qu'il n'était pas sous-lieutenant en Espagne, mais bien soldat.

Voilà donc à quel genre de course à l'archive on doit se livrer pour donner un visage et une histoire aux volontaires des Brigades internationales. Mais si c'est difficile pour les Français, ça l'est encore plus pour les plus nombreux à partir ; les étrangers.

b) Les Polonais et les Italiens.

C'est le recrutement polonais qui semble avoir le plus attiré l'attention de la préfecture en cette fin 1936. En fait de Polonais, on trouve mélangés parmi eux nombre de Russes, d'Ukrainiens et de Tchèques. Un saisissant rapport du commissaire spécial de Thionville du 2 novembre 1936, fait état de formations de « convois » composés de volontaires pour l'Espagne, rassemblés à Thionville et dirigés par voie ferrée vers Metz, puis Nancy, où leur trace se perd.

Les effectifs évoqués sont impressionnants : trois convois de 20, 45 et 25 hommes ont été mis sur pied par un Polonais nommé Wladislas Szlezak, alias Jasinsky, qui fait l'objet de plusieurs rapports en novembre, décembre 1936 et janvier 1937, mais dont le fonctionnaire ne sait rien, sans doute parce qu'il s'agit là d'un prête-nom de clandestin de l'IC. Il est aidé par la CGT en la personne de Marcel Kirsch.

Leur point commun ? Quasiment tous ces hommes ont un passé militaire. La jeune république espagnole recherche en effet et par-dessus tout, avant d'atteindre la masse critique des volontaires, des spécialistes formés techniquement aux systèmes d'armes utilisés à l'époque et à la conduite de groupes au combat pour être immédiatement employés et faire évoluer de manière qualitative sa propre armée.

Dans ces listes, on relève par exemple que Jean Ostapchenko, habitant Knutange, né à Gom en Russie, était officier d'infanterie ; que Basile Dmitrieff, également de Knutange, né en Russie à Berdiansk, était lui aussi un officier de l'armée blanche passé au communisme ; que le Tchèque Jean Jermen est un spécialiste des mitrailleuses, que le Polonais Wladislas Kielblick de Nilvange et né à Siniechowo, était un sous-officier dans son pays d'origine³⁹ ou encore que Vincent Knapik d'Algrange, né en Pologne, ayant servi à la Légion étrangère entre 1929 et 1935, est parti le 18 novembre 1936 avec huit autres compagnons...

S'agissant des ressortissants italiens, ils semblent un peu moins partir en masse que les Européens de l'est. Par exemple, sur une liste qu'établit la préfecture en novembre 1936, sur 45 noms d'étrangers partis pour l'Espagne, seuls 10 semblent être d'origine italienne. Un autre rapport n'évoque le départ d'Audun-le-Tiche que d'un seul via Hagondange pour L'Espagne⁴⁰.

L'enrôlement est assuré par un certain Dominique (Domenico) Pensa, italien d'Algrange en cours de naturalisation, dont le nom revient avec insistance dans les rapports, qui recrute dans l'arrondissement de Thionville et dont les dix partis pourraient être son œuvre. Par ailleurs, on peut

38 Questionnaire biographique de Camille Willmann, 1951, fonds de la fédération de la Moselle du PCF en cours de classement.

39 Rapport du commissaire spécial de Thionville au sous-préfet de Thionville. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

40 Copie du rapport du maréchal des logis Clerc daté du 21 novembre 1936, cabinet du préfet de la Moselle. Archives dép. de la Moselle 304 M 185.

penser qu'il assure la coordination de la filière pour les Italiens provenant du Luxembourg qui sont signalés via Hagondange, mais ne peuvent être considérés comme « Mosellans ».

En outre, cet homme a fini par avoir rejoint lui aussi l'Espagne républicaine. En effet, le préfet du département des Pyrénées-Orientales adresse à son homologue mosellan en novembre 1938 une liste de 39 miliciens de retour du front espagnol qui souhaitent revenir dans leur ancien département de résidence. Dans cette liste, son nom figure. Mais on reparlera de lui dans la partie suivante.

Marc Chevalier communique cette liste le 23 novembre 1938 à ses sous-préfets des frontières (Thionville et Forbach) ainsi qu'aux commissaires spéciaux et leur demande leur avis « sur l'opportunité d'accepter le retour des intéressés ».

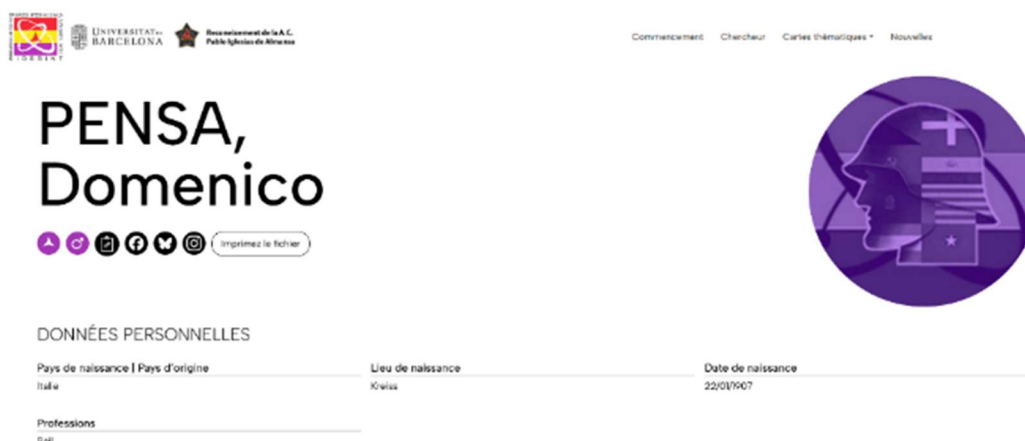
La date est importante. Car à partir du 28 novembre, le sort des brigadistes d'origine étrangère résidant en Moselle va faire l'objet d'un bras de fer administratif entre les préfets et le gouvernement Daladier en place depuis la chute du dernier gouvernement Blum de Front populaire en avril 1938.

La deuxième partie de ce document s'intéressera en particulier au retour et à l'accueil en Moselle des brigades internationales. À suivre dans le prochain numéro des Cahiers.

Sources complémentaires et communication du fonds.

Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier Maitron dans sa partie réservée aux brigadistes internationaux : <https://maitron.fr/thematique/volontaires-espagne-republicaine/>

le site de l'Université de Barcelone Catalogne pour le parcours de certains de nos miliciens étrangers. Sistema d'Informacio Digital sobre les Brigades Internacionals. : <https://sidbrint.ub.edu/brigadista/pensa-domenico>



UNIVERSITAT DE BARCELONA
Recensament de la A.C.
Fidei Iglesies de Roma

Commencement Chercheur Cartes thématiques * Nouvelles

PENSA, Domenico

Imprimez le fichier

DONNÉES PERSONNELLES

Pays de naissance / Pays d'origine : Italie

Lieu de naissance : Krizia

Date de naissance : 22/01/1907

Professions :
Rôle :

Notice internet du Sidbrint consacrée à Domenico Pensa

Les cotes d'archives citées dans cet article sont librement consultables en salle de lecture du Service Départemental d'Archives de la Moselle.

Pour de plus amples renseignements et les inventaires en ligne, consultez l'adresse internet suivante : archives@moselle.com



Emblème des Brigades internationales (en couverture).

L'étoile rouge à trois branches symbolise l'unité entre le peuple ouvrier, les intellectuels et les paysans.

De la SAFE à NOVASCO

un épisode de la désindustrialisation de la Moselle et de la France.



Manifestation le 18 septembre 2025 à Metz.

La Société des Aciers Fins de l'Est (SAFE) fut créée à Hagondange en 1932 par Louis Renault pour produire des aciers spéciaux destinés aux carrosseries et aux pièces mécaniques de ses véhicules. Par recherche d'une synergie industrielle, elle fut installée à proximité de l'usine sidérurgique de l'UCPMI (Union des Consommateurs de Produits Métallurgiques et Industriels), laquelle deviendra propriété de Wendel-Sidélor pour finalement fermer définitivement en 1979, laissant la place sur son site au Parc d'attractions des Schtroumpfs. Puis la SAFE fut vendue par Renault en 1985 à USINOR, qui créa sa filiale ASCOMETAL en 1985, spécialisée dans la production d'aciers spéciaux. Scindée en deux après la filialisation de la partie SAFE qui devint SAFE Automotive, puis Setforge, l'autre restant

ASCOMETAL qui passa en 1999 sous le contrôle du groupe sidérurgique italien Lucchini, intégré au sein du groupe russe Severstal en 2005, repris en 2011 par le fonds d'investissement américain Apollo Global Management, à chaque fois avec des subventions de l'État. En 1932, l'usine fabriquait aussi l'acier (barres). De son côté, placée en redressement judiciaire en janvier 2011, puis reprise, trois mois plus tard, par le groupe français Farinia, Setforge ne compte plus qu'une centaine de salariés.

En 2014 l'entreprise ASCOMETAL fut mise en redressement judiciaire et, la même année, le site d'Hagondange vendu au fonds d'investissement britannique Greybull Capital et devint NOVASCO. Le 17 novembre 2025, le Tribunal de Strasbourg retint l'offre du groupe Métal Blanc prévoyant la fermeture du site d'Hagondange, un des derniers sites producteurs d'acier décarboné, et la suppression de 540 emplois.

Les organisations syndicales, CGT en tête, n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire valoir une alternative industrielle et conserver à la fois les emplois et l'une des dernières productions d'acier décarboné, dans une période où le pouvoir théorise une réindustrialisation tout en laissant démanteler l'existant. Ainsi, la proposition de nationalisation temporaire de l'entreprise n'a jamais été à son ordre du jour, malgré de nombreuses mobilisations des travailleurs et d'élus, comme le 4 septembre dernier, avec une manifestation rassemblant largement les organisations syndicales et de nombreux élus du territoire, concernés par les conséquences de cette situation.

Serge Pansera avait été élu DP en 1978, puis administrateur à la CRI (caisse de retraite complémentaire) en 1982. Ensuite, il fut élu au CE, au CCE ainsi qu'au Comité de groupe Usinor-Sacilor dans les années 80.

Il avait produit l'écrit qui suit après avoir fait valoir ses droits à la retraite et nous avons souhaité, avec son accord, le publier afin d'éclairer de l'intérieur le processus de désindustrialisation et de luttes syndicales auxquelles il participa tout au long de sa carrière au sein de l'entreprise.

Que la vie passe vite

SERGE PENSERA,

MILITANT CGT RETRAITÉ DE LA SAFE ET D'ASCOMETAL À HAGONDANGE.



Vue de la SAFE en 1973. Au fond à droite, les hauts fourneaux de l'usine Wendel-Sidelor-Hagondange. Photo archives IMHS.

Hier encore, j'avais vingt ans, quand je débarquais ce 1^{er} octobre 1974 au labo de la SAFE en provenance du Luxembourg. Je remplaçais un homme qui s'appelait Albert Aubertin, né en 1915 et qui partait en retraite le 1^{er} janvier. L'âge normal de la retraite était à l'époque à 65 ans, lui pouvait partir à 60 ans, car il avait été déporté avec sa femme Victorine, il faisait passer des juifs et des réfractaires à la frontière qui se situait pendant la guerre entre Moyeuvre-Grande et Joeuf.

Il était petit, chétif, plus de cheveux, presque plus de dents, il avait l'air si vieux et devait mourir deux ans après. Il avait fait partie des premiers embauchés de la SAFE créée en 1932 par Louis Renault, une page d'histoire. J'ai peu parlé avec lui, juste de ses débuts à 17 ans, un peu du Front Populaire...

En ce temps-là (je parle comme les vieux), c'était le plein emploi. Quand un partait, un autre le remplaçait. Nous étions sept chimistes et il y avait une centaine de personnes dans ce qu'on appelait le labo. J'étais le plus jeune, pour un certain temps... et il y avait beaucoup de « vieux ». Quand on a vingt ans, tout le monde est vieux...

Ceux qui étaient nés dans les années vingt avaient connu la guerre, enrôlés de force dans la Wehrmacht et presque tous envoyés sur le front russe. Ils en avaient bavé et, bizarrement, ils en voulaient aux Russes (et aux communistes), plus qu'aux nazis... Bizarre.

Ceux des années trente avaient connu les privations de la guerre et, à partir de la classe 35 (jusqu'à la classe 42), la guerre d'Algérie. Beaucoup étaient racistes, blessés d'avoir perdu la guerre contre les « bougnoules ». Ils n'aimaient pas non plus les communistes, car le PCF s'était prononcé pour l'indépendance de l'Algérie et soutenait le FLN.

Moi j'étais communiste, j'avais lu Malraux, Sartre, Marx et je me retrouvais dans cet idéal collectif, désintéressé, égalitaire, combattant.

Quand j'ai adhéré à la CGT en janvier 1975, cela fit l'effet d'une bombe « Comment un jeune, "intelligent", avec un bac qui va chez les rouges ! ». Les bien intentionnés me disaient que j'allais gâcher ma carrière, les autres que j'allais être viré.

À cette époque cela ne se faisait pas qu'un ETAM se syndique à la CGT, le syndicat des ouvriers, des communistes. Et effectivement, les résultats électoraux chez les ETAM étaient sans appel : CGT 121 voix et 20 %, CFDT 481 voix et 80 %. La CGT présentait 4 candidats chez les TAM, la CFDT 28, des listes complètes, un monde d'écart. Au labo, il y avait 5 délégués CFDT, dont le secrétaire adjoint du CE, André Kehl, une icône, et Robert Cantisani qui n'était, à l'époque, que suppléant et avec qui j'ai rapidement sympathisé, car il n'était pas sectaire et moi non plus (sa femme militait au PC).

La CFDT était majoritaire aussi chez les ouvriers (1 200 voix contre 750) et c'était normal, car ils avaient de sacrés militants actifs, dévoués, combattifs, la CFDT revendiquait à l'époque 1 300 adhérents (nous en avons 400). On était dans la foulée de 1968, la CFDT avait pris la majorité et le CE en 1971 et ils avaient la foi militante : trouver une alternative au communisme ; la plupart des militants étaient du PSU de Rocard, beaucoup le suivront ensuite au PS.

J'ai beaucoup appris à leur contact durant mes premières années : comment poser les revendications, comment rassembler les gens, comment argumenter, négocier, une certaine tolérance aussi vis-à-vis des opposants, des non-grévistes... Toutes les luttes sociales se font dans l'unité CFDT-CGT, elles sont dures, longues, la moindre grève dure deux semaines, souvent plus. Les gars revendiquent 2, 3 lettres ¹ de plus ; si la direction refuse, on débraie et ça dure : ou bien la direction cède ou les gars s'épuisent. Il y a des grèves presque tous les mois d'un secteur ou d'un autre.

À cette époque-là, la CGT était beaucoup plus intransigente : « On ne discute pas avec le capital, on le combat ! », « les patrons peuvent payer », beaucoup de slogans, peu de discussions. Il fallait faire grève » porter des coups au capital », la négociation était moins importante que la grève. Les militants CGT étaient des combattants, tous dévoués au syndicat et au parti auxquels ils sacrifiaient leur vie, y compris familiale, sans parler bien sûr de leur vie professionnelle, c'était honteux d'avoir une promotion.

Je trouvais cela admirable, mais excessif, on ne devrait pas demander à des militants de sacrifier leur vie et leur famille. Le secrétaire de l'époque s'appelait Pierre Contessi, dit Pipo, né en 1936, un homme admirable, plein d'humanité et plutôt modéré et tolérant dans ses paroles, mais un fervent partisan de la lutte des classes, pendant la grève, il passait ses journées et ses nuits à l'usine, comme d'autres... la famille... Je me disais que je ne ferais jamais cela.

Je sympathise rapidement avec Joseph Rosa, nous avons quasiment toujours eu la même façon de voir les choses sur les plans idéologiques, sur la façon de mener les luttes, l'unité syndicale, sur le devenir de la CGT, et cela jusqu'à la fin.

1975 « LA CRISE »

En 1973, suite à la guerre du Kippour, le prix du pétrole est multiplié par 4. Commence alors un cycle d'inflation à deux chiffres (14 % en 1974) et une période de récession. *Les trente glorieuses* se terminent. 1974 est encore une année record pour la SAFE avec versement d'une participation aux bénéfices, des investissements importants (APC à l'aciérie, nouvelles presses à la forge à froid). On atteint le sommet en effectif, presque 3 500 personnes.

¹ Chaque coefficient est affecté de lettres avant le niveau supérieur : exemple 170 de A à G avant d'atteindre 190.

1975, la crise commence, la direction ferme le bureau d'embauche pour... un certain temps. Dans mes attributions au labo, je m'occupe entre autres des analyses de gaz, je fais des prélèvements sur les différents fours (laminoirs, para, tôlerie, forges), cela me donne l'occasion de découvrir l'usine, de voir les conditions de travail dans les ateliers... on est bien au labo ! Je m'arrête de temps en temps pour discuter avec les gars qui se moquent de ma blouse et de mes ballons de baudruche. Le nouveau four du TBF (train à barres et fils, en fait le laminoir) est mis en service, j'y passe une semaine de nuit pour faire les analyses de gaz toutes les heures.

Cette même année 75, d'anciens délégués CFTC décident de recréer une section et présentent une liste chez les ETAM, ils raflent la moitié des voix de la CFDT dans le collège techniciens, c'est un séisme à la CFDT. Cela crée durablement une aile droite et complique l'unité syndicale et les luttes, car l'activité principale de la CFTC est plutôt dirigée contre la CGT et la CFDT que contre la direction. Ils créeront ensuite des listes chez les ouvriers.

En 1976, après les élections du CE, le syndicat me propose de faire partie de la *commission loisirs* du CE, j'accepte. Nouvelle bombe au labo, la carrière, etc., d'autant que j'avais commencé des cours trois fois par semaine au CAMOS (Centre Associé Mosellan déclinaison du CNAM) pour devenir ingénieur.

1978-79-80 sont des années charnières. Je suis élu pour la première fois délégué du personnel suppléant et participe à ma première négociation (nouveau contrat de prévoyance santé) où je fais du bon boulot de propositions et m'exprime régulièrement en réunion. Je signe mon premier accord (rare pour la CGT à l'époque).

La première fois que je distribue un tract au service du personnel, je me fais courser par l'adjoint du chef du personnel qui me dit que c'est interdit et veut me prendre mon paquet, je refuse, il me menace de représailles, je finis ma distribution et vais au local me plaindre, les délégués présents me disent de « laisser pisser »... Effectivement il ne me dira plus rien. J'ai passé l'épreuve du feu, mais j'ai eu la trouille.

Idem aux grands bureaux dont le syndicat m'avait demandé de m'occuper (la CGT faisait 3 voix pour 150 salariés), des cravatés à la compta et aux achats déchirent les tracts et m'interdisent de revenir dans leurs bureaux. Je ne comprenais pas cette haine envers la CGT censée défendre tous les salariés, je me promis alors d'en changer l'image, de renouer le dialogue, y compris avec tous ces antis... j'y arriverai plus tard, mais il faudra du temps, longtemps...

En 1979 : CGT-CFDT contestent les augmentations en pourcentage qui défavorisent les bas salaires, s'ensuivent 10 jours de grève en juin pour obtenir le CRUM (complément de rémunération uniforme mensuelle) à 70 francs (11 euros). Les années suivantes on ne cessera de le revaloriser chaque fois que c'était possible. C'est aussi ma première grande manif à Paris pour défendre la sidérurgie, on est chargé et gazé par les CRS suite à des dégâts occasionnés soi-disant par des casseurs, le service d'ordre de la CGT en coïncera deux qui se révéleront être des flics en civil... Cela fait une sacrée polémique dans les médias et en justice.

Au plan personnel, je construis ma maison, ai mon troisième enfant, récupère chez moi la belle-mère qui vient d'être veuve je quitte le PC pour des questions politiques et relationnelles, j'arrête mes cours du soir pour des questions de temps (j'avais 7 valeurs sur les 14 demandées, je ne serai donc jamais ingénieur). J'ai 26 ans, 3 gosses, une baraque, une belle-mère et la révolution à m'occuper : y'a du boulot...

C'est aussi à cette période que commencent les premières grosses fermetures d'entreprises (Usinor Thionville, 3 000 salariés ; Homécourt-Joeuf, presque autant...). Une première convention sociale est signée en 1978 qui prévoit des préretraites, des mutations, des primes aux départs volontaires, la CGT s'y oppose : « il faut lutter pour garder les usines, défendre la sidérurgie

lorraine, maintenir les emplois »... En 1979 Raymond Barre nationalise la sidérurgie,² car les pertes sont énormes partout (y compris chez nous, il faudra attendre 1989 pour retrouver un RBE (résultat brut d'exploitation positif...). Ce n'est que le début du démantèlement.

Chez nous, en janvier 1980, la direction décide d'arrêter la tôlerie avec 400 suppressions d'emplois, on essaie de mobiliser, ça ne marche pas : il n'y a pas de licenciements, que des préretraites (à 60 ans), les « p'tits vieux » sont contents de partir, les autres retrouvent une place dans l'usine.

La tôlerie apportait 33 % du chiffre d'affaires, s'en priver allait plomber les comptes durablement et menacer la globalité de l'entreprise. J'explique cela dans mon premier tract « économique » qui passe bien, notamment dans les bureaux où j'explique davantage, je réussis à convaincre, je commence à être connu (le p'tit du labo), le syndicat me demande d'écrire plus souvent des tracts. Il me propose la trésorerie, j'accepte.

Il me propose aussi d'entrer au conseil d'administration de la CRI retraite (Caisse de retraite interentreprises)³, j'accepte, je découvre Paris, et des vieux de chez Renault, RVI, Dassault, Turbomeca. J'apprends beaucoup à leur contact : comment on prépare une réunion, comment on argumente, comment on défend une position. Ils m'appellent le gamin, j'y siégerai une dizaine d'années.

1980 est marquée par la grève de l'aciérie qui démarre avec 6 chalumistes qui veulent deux lettres de plus. La direction refuse, les gars débraient. Au bout de 3 jours, la direction prononce un lock-out, une partie de l'aciérie se solidarise (la coulée continue) et revendique deux lettres pour tous, l'autre moitié crée un comité de chômeurs qui revendique d'être payé à 100 % ou d'avoir du boulot. La grève dure 6 semaines... pour rien, la direction a voulu tordre le cou à ce genre de revendication-grève, l'usine achetait des blooms partout pour éviter la paralysie des autres outils. Il faudra aussi longtemps pour qu'on se batte à nouveau pour les salaires.

1981 et la suite.

1981 démarre mal avec une faible activité (style 2009), une semaine de chômage par mois pendant 5 mois. Le 10 mai 81, Mitterrand est élu, la CGT avait fortement fait campagne pour la gauche en 1981 et durant les années précédentes « Giscard-Barre y'en a marre ! ». Les fermetures d'usines dans la sidérurgie, le textile, les chantiers navals et ailleurs aboutissaient à 1 million de chômeurs, la gauche allait redresser la situation. Cela débute bien avec les nationalisations⁴, des hausses du SMIC, la cinquième semaine de congés payés, les 39 heures, des nouveaux droits d'intervention pour les CE, les CHSCT, un peu plus tard, la retraite à 60 ans.

La direction SAFE a un projet important de modernisation du TBF (prise de fer de 240 au lieu de 120 avec un nouveau trio et modernisation de l'ensemble des automatismes du train). Les syndicats décident d'appuyer le dossier avec l'aide du conseiller général et maire d'Hagondange Claude Lamm (PC) et du député PS Nicolas Schiffler, ex-élu CFDT de l'usine. Une délégation est reçue au ministère de l'Industrie à Paris pour défendre le dossier, je fais partie de la délégation et je prends la parole à plusieurs reprises. L'investissement sera finalement accepté et financé par l'État, ce sera le premier, il justifiera les suivants (aciérie en 1984-1986, parachèvement en 1987-1990). C'est grâce à ces investissements payés par l'État qu'on est encore en vie, au détriment de Pompey (3 500 salariés) en 1986, puis du Marais en 1990.

² Ce plan de quasi-nationalisation de la sidérurgie implique la suppression de plusieurs dizaines de milliers d'emplois (21 750) frappant particulièrement Longwy et un puissant mouvement de protestations en découle.

³ Cet organisme a été créé en juillet 1956 à la suite des accords Renault de 1955. Elle concerne donc les salariés de Renault, mais aussi de Schlumberger et de Dassault, et du secteur de la métallurgie.

⁴ En 1982, le gouvernement de gauche nationalisa le secteur de la sidérurgie.

La CGT prouve qu'on sait aussi se battre pour les investissements et l'emploi

En 1982, pour faire baisser l'inflation, le gouvernement décide de bloquer les salaires, le patronat s'engouffre dans la brèche : « C'est la loi, on l'applique ». Alors qu'avant, il y avait une indexation automatique des salaires sur les prix, voire souvent des « plus » selon les luttes. À partir de 1982, c'est l'inverse, ce sera toujours moins, et plusieurs années à zéro malgré des inflations encore conséquentes.

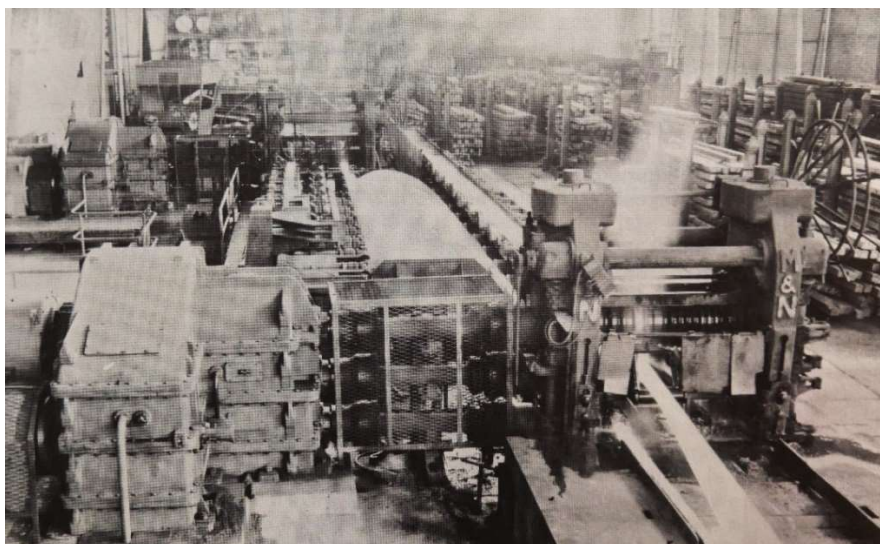
On le paie dans les urnes, dans les syndiqués, la CGT au niveau national décide de ne plus s'investir dans les élections politiques, je suis d'accord avec cette position.

Les plans sociaux continuent, chaque année on a droit à 100, 200 suppressions de postes dans les différents secteurs avec des arrêts d'outils jugés vieillots ou le recentrage sur le « cœur du métier ».

La CGT signe la convention sociale 82-83, car, pour une fois, il y a une imposition d'embauches en compensation des départs à 50 ans, une centaine de jeunes rentrent (les quinquas d'aujourd'hui).

En 1982, Renault nous vend à Sacilor pour le franc symbolique.

Le *plan acier* de 1984 (Fabius)⁵ est terrible, il condamne Longwy, Denain dans le Nord, Ugine Fos, Pompey et bien d'autres. Les préretraites ne suffisent plus, la nouvelle convention sociale introduit les CFC (congrés formation conversion⁶) qui vont toucher des jeunes. La CGT alerte, mobilise, et là, pour une fois, on a des réactions, car les gars ne se sentent plus protégés. C'est la guéguerre aussi avec la CFDT, on les accuse « d'accompagner la casse », eux disent vouloir « défendre les salariés », c'est la polémique quasi permanente et l'impossibilité de mener des luttes communes. Nous appelons seuls, c'est souvent l'échec. Ascométal est créé regroupant Hagondange, Pompey, Les Dunes et le Marais. Fos (Ugine) est condamnée à la fermeture par le plan acier... il faudra une lutte très dure, le soutien des clients roulementiers, la présence de Deferre, député-maire de Marseille et numéro 2 du gouvernement, pour empêcher la fermeture.



Le train à barres et à fils des années 1970. Photo archives IMHS.

⁵ Suppression de 25 000 emplois sur les 90 000 du secteur, notamment dans les filières des produits longs en Lorraine (Longwy, Rombas).

⁶ Les congés de formation-conversion (CFC) dans la sidérurgie ont été instaurés en 1984 pour faciliter la reconversion des salariés vers d'autres emplois, notamment en dehors de la branche. Ces congés s'inscrivent dans un contexte de mutations et de fermetures d'usines, et visent à organiser les conditions d'une mobilité professionnelle.

En 1985 démarre le four de la nouvelle aciérie, l'ancienne CC (coulée continue) continue toujours de fonctionner près d'une année. Quand elle s'arrête (suppression de la moitié des effectifs, la direction fait une véritable épuration et mute dans les autres services les malades, les « fainéants, les râleurs, les grévistes », les syndicalistes, etc., elle veut une nouvelle aciérie « propre ». S'arrête aussi le train de 550, conséquence du nouveau TBF, des presses verticales, forges à chaud, barres antiroulis... Il n'y a « presque plus » de départs à 50 ans. Fin 85 on n'est plus que 2 300, on a perdu 1 200 emplois en 10 ans et ce n'est pas fini.

1986-87-88 sont à nouveau des années charnières. L'année 86 démarre à nouveau par un plan social avec 330 suppressions d'emplois et des CFC prévus. Cette fois on parvient à renouer avec l'action unitaire CGT-CFDT, on décide de bloquer le portier avec les combattants (surtout des forges et de l'entretien). Au bout du 3^e jour, on est 200, en face, ils sont 1 000 à vouloir bosser, le chef du personnel les harangue avec un mégaphone, il fait signer une pétition pour « la liberté du travail », les huissiers, comme toujours, viennent constater, les aciéristes menés par M. Campion, ingénieur production, et M. Wirbel, chef d'atelier, sont en première ligne pour entrer, ils viennent se frotter aux grévistes. Finalement, avec Cantisani devenu chef de la CFDT, on décide de lever le barrage pour éviter les affrontements, les grévistes sont écoeurés, moi aussi.

Le lendemain, je démarre à l'aciérie. Le labo n'était jusqu'à présent concerné que par les préretraites, en 86, ça ne suffit plus et des mutations sont proposées. Bien que n'étant pas parmi les plus exposés, j'ai postulé pour un poste au SDA pour « changer d'air » et j'ai été pris, seul candidat.

Au début l'ambiance était glaciale entre ceux qui me montraient clairement que je n'étais pas le bienvenu et ceux qui se sentaient honteux d'avoir « brisé la grève ». Il ne restait que 5 syndiqués CGT à la production, aucun militant et donc tout à refaire... Je me sentais fatigué et désabusé, j'ai demandé au syndicat de me laisser un peu tranquille pour que j'apprenne mon nouveau métier.

Mon chef s'appelait monsieur Lemièrre, tout juste débarqué de Gandrange, c'était un homme honnête, on s'est toujours bien entendu, y compris par la suite. Monsieur Wirbel était le chef d'atelier, l'aciérie c'était son bébé, sa femme, sa maîtresse, il y était de 7 heures du soir à 19 heures le soir. Il lui donnera sa vie (crise cardiaque en 1991, à 50 ans). Je suis resté 15 jours avec lui pour apprendre (lui, peut-être, pour me surveiller), on n'a pas reparlé de la grève, on parlait boulot, il connaissait l'aciérie comme sa poche.

Avec Campion c'était plus dur, c'était un rancunier, un nerveux, un piqueur, il ne m'aimait pas, moi non plus... quand il piquait, je renvoyais. Par contre lui aussi était un homme de terrain qui connaissait chaque boulon de la nouvelle CC qui venait de démarrer avec beaucoup de difficultés, il faudra deux ans pour qu'elle fonctionne à peu près correctement. Ces deux hommes ont beaucoup donné à l'aciérie.

J'aimais bien mon nouveau boulot, il y a quelque chose de magique dans une aciérie : transformer de la vieille ferraille en acier noble qui deviendra une boîte de vitesse, une bielle ou autre, on se sent des apprentis Vulcain qui jouent avec les flammes de l'enfer. Je me sentais aussi plus utile qu'au labo, mes compétences de chimiste apportaient un plus sur différents sujets de métallurgie.

Petit à petit, je m'intégrai, on ne me voyait plus comme un « bordeleur », je me faisais apprécier comme technicien. Je voulais prouver qu'on peut être un syndicaliste efficace tout en étant un travailleur respecté.

Occasionnellement, j'étais aussi sollicité sur des questions syndicales, je renseignais, conseillais, aidais, j'étais quasiment le seul délégué de l'aciérie et donc tout revenait vers moi. J'avais lâché pied au niveau du syndicat, mais, finalement, ça revenait par la bande.

Aux élections de 1986, pour la première fois depuis 1970, la CGT devient majoritaire chez les ouvriers, on progresse aussi chez les ETAM, mais c'est toujours aussi difficile de trouver des candidats.



Photo de la direction de la CGT SAFE en 1986. Au premier rang, assis : Francis Nennig (il porte des lunettes), près de lui, à gauche Serge Pansera, à droite Joseph Rosa.

1987 : Ascométal, la scission.

En 1986, la direction générale décide de filialiser la partie forges, la SAFE est donc coupée en deux avec effet au 1^{er} janvier 1987. Pour la CGT, Ascométal c'est dramatique, l'essentiel de nos délégués et de nos syndiqués se trouve du côté forges. Le laminoir et le para sont des fiefs de la CFDT, l'aciérie un désert, on a quelques forces à l'entretien. Et donc tout à refaire, encore...

On se retrouve à quelques-uns (Joseph Rosa, Roger Quenette...), je dois choisir entre l'aciérie et la CGT, je choisis la CGT. On rame pour trouver des candidats, on travaille au corps et on parvient à monter une liste presque complète chez les ouvriers, chez les ETAM c'est la Bérézina, on ne présente que 3 candidats chez les techniciens, 2 chez les employés... La CFDT a aussi du mal, toute la génération brillante des années 30 est partie avec les différentes charrettes de préretraites. Malgré cela, on fait presque autant que la CFDT chez les ouvriers (49,51), dont 60 % à l'aciérie ; chez les ETAM, on n'a que 2 élus techniciens et 1 employé, mais on dépasse la CFTC pour la première fois.

Arrive aussi un nouveau directeur, Alain Gévaudan, j'avais sorti un premier tract la veille de sa venue « la bête arrive » (facile), mais c'était le cas : une bête de travail, de mémoire, de volontarisme, d'efficacité. Il y a des gens comme ça qui vous impressionnent tant ils vous sont supérieurs en tout. J'en croiserai un autre plus tard, Francis Mer, PDG d'Usinor, le même.

Dure la lutte avec ce genre de mec, mais ce n'est pas parce que l'autre est plus fort qu'on ne doit pas se battre ! Car les plans sociaux continuent, malgré la scission et l'amélioration progressive des comptes. La convention sociale est là, c'est l'État qui paie, on en profite !

En 1987, la direction profite de la scission pour vouloir renégocier à la baisse certains accords. On arrive à refaire un mouvement unitaire CGT-CFDT-CFTC et au bout de 3 jours, on négocie à la préfecture de Metz (usine bloquée) avec Monsieur Jacquet super directeur Ascométal-Unimétal, tous les accords sont reconduits (Gévaudan a les boules...).

En janvier 1988 la direction annonce un nouveau plan social, mais cette fois avec 140 CFC, là c'est l'explosion ! On apprend que Francis Mer tient une réunion à Unimétal, on débarque avec 150 grévistes et on le séquestre quelques heures. On négocie un échange « d'otages », on libère Francis Mer contre toute la direction Asco-Safe (directeurs de sites, RH, et Monsieur Rogy, PDG d'Ascométal, on les retiendra toute la nuit. Quand j'arrive à 8 heures du matin, ils sont tous liquides, sauf Gévaudan frais comme un gardon. Quand on les libèrera à 15 heures en échange d'une négo à Paris avec Francis Mer... il ira encore bosser, une bête j'veus dis !

À l'issue de la négo à Paris, il n'y aura pas de CFC, on négocie des formations (COFIS) avec réintégration ultérieure à la clé.

Aux élections DP et CE de 1988, la CGT progresse fortement, on passe devant la CFDT chez les ouvriers et on gagne environ 15 % chez les ETAM, la CFTC disparaît. Au CE, pour la première fois depuis toujours, on a 1 élu chez les techniciens (moi) au détriment de la CFTC. Par contre, on a toujours autant de difficultés à trouver des candidats, les ETAM veulent bien voter CGT, mais pas s'afficher.

La convention se termine en 1990, Monsieur Gévaudan veut faire le ménage en 1989 en profitant des derniers CFC... On arrive à nouveau à tirer la CFDT, une semaine de grève en janvier par un froid glacial, on bloque le portier, cette fois, il y a quelques aciéristes. La direction a compris la leçon de 1988 et se réfugie au GESIM à Metz, on négociera le vendredi soir : statu quo, il n'est pas écrit que la direction renonce aux CFC, mais, dans les faits, il n'y en aura pas. Ce sera le dernier gros conflit sur l'emploi.

1989 marque aussi le retour des bénéfices après 14 ans de pertes abyssales ; certaines années, sans la Nationalisation, nous serions morts dix fois. L'entreprise tourne de mieux en mieux, les difficultés de mise en route de l'aciérie s'estompent, les lignes du para produisent plus et mieux. On négocie le premier accord d'intéressement (signé par la CGT, ça nous vaut pas mal de critiques des « puristes »).

Année 1990.

1990 est la dernière année de la convention sociale. La classe 40 part encore à 50 ans, pour la classe 41, ce sera 54 ans, 56 ans pour la classe 42, 6 ans ensuite, les « p'tits vieux » font la gueule...

Cela a pour conséquence une stabilité des effectifs qui vieillissent, car il n'y a toujours presque pas d'embauches et cela durera encore dix ans...

L'entreprise s'améliore, toutes les années (sauf 1993 et la guerre en Irak) sont bénéficiaires, mais on ne verra de participation aux bénéfices qu'à partir de 1997 (avant l'entreprise pouvait récupérer les pertes des années antérieures). L'État est vraiment sympa, c'est lui qui a payé tous les investissements et qui fait encore des cadeaux fiscaux...

Au niveau du syndicat, on continue notre travail de fourmi : recruter de nouveaux adhérents, chercher des militants, construire l'activité syndicale au quotidien et cela finit par payer. On récupère des syndiqués et des militants CFTC, la CFDT continue à s'affaiblir.

En 1990, pour la première fois depuis 20 ans, la CGT retrouve la majorité au CE, chez les ouvriers (56 % et en tête dans les 3 bureaux de vote), mais aussi chez les techniciens (+30 %). Comme à la SAFE, la CGT réalise aussi un bon score on a la majorité en voix sur les deux sites, mais pas en sièges (5 CGT, 6 CFDT, 2 CGC), la CFDT joue néanmoins le jeu de la démocratie et nous laisse le secrétaire du CIE.

C'est pour nous de nouvelles responsabilités et du boulot à assumer, car il ne faut pas décevoir. On s'organise, je prends le CE et les questions économiques et juridiques, Joseph le CIE et les activités sociales.

On a une nouvelle équipe plus étoffée avec une vingtaine de militants, dont Jacky Zaske, au laminoir, qui mourra trop tôt, Bernard Grosjean qui est nommé secrétaire du CHSCT, Marcel Berger qui fera du bon boulot à l'aciérie, quelques nouveaux ETAM arrivent (enfin), on peut maintenant présenter une liste plus étoffée.

Le sommet sera atteint aux élections CE de 1994, où on obtient 5 sièges sur 6, dont les deux sièges techniciens et 75 % des voix (on fait le meilleur score de l'usine aux grands bureaux) et, pour la première fois, on gagne le siège employé. J'ai 40 ans, que de chemin parcouru, que d'efforts aussi, car rien ne s'obtient sans efforts.

À partir de ce moment, on arrive à présenter des candidats dans tous les secteurs, y compris ETAM, et, le plus souvent, on a un délégué par poste (sauf laminoir), ce qui nous permet d'être à l'écoute au plus près des salariés, c'est une richesse qu'il faut préserver.

1995, année faste.

C'est en effet une année très chargée. C'est d'abord les 100 ans de la CGT, je fais partie d'un collectif départemental chargé de célébrer l'évènement, on organise des débats, des films, des rencontres, des expositions, un bulletin mensuel. J'écris trois petites nouvelles (Hier, Aujourd'hui, Demain) qui seront reprises dans pas mal de boîtes en France. On organisera aussi sur Hagondange, en accord avec la direction, une visite pour les licenciés de 1955 dont on retrouve une partie, ainsi que d'autres anciens militants. C'est une journée très attendrissante, je leur fais visiter l'aciérie qui ne ressemble en rien à ce qu'ils avaient connu, chacun évoque ses souvenirs de lutte et raconte ce qu'il est devenu.

C'est ensuite la privatisation d'Usinor, Chirac est revenu aux affaires et ça privatise à tour de bras, la sidérurgie est redevenue rentable et attire des convoitises, Francis Mer se voit bien en PDG d'une grande entreprise privée. La CGT mène campagne contre, évidemment ; on appelle les salariés au boycott des achats d'actions (à prix préférentiel), on avertit les gens sur les risques de cette privatisation. Elle se fait néanmoins, mais à prix bradé, elle rapporte 8 milliards de francs à l'État, la restructuration de la sidérurgie aura coûté environ 100 milliards... Tout ça pour ça ! Seule consolation, c'est dans notre usine qu'il y aura le moins d'actionnaires salariés (40 % quand même).

C'est aussi une année de lutte pour les salaires. Les gars ne sont pas satisfaits de l'accord en mars par les autres syndicats et décident de partir en grève. Personnellement, je ne suis pas d'accord, car je sais qu'il est très difficile de faire revenir en arrière une direction sur un accord, de plus, la CFDT est signataire, nous tire dans les pattes et les aciéristes arrêtent le mouvement au bout d'un jour. Seuls les gars du para partent en grève illimitée (les lamineurs font grève deux heures par jour). La grève dure deux semaines et on se relaie Joseph et moi sur les trois postes pour parler et prendre les décisions. Au bout des deux semaines, on négocie des aménagements, mais rien sur les salaires. Les gars sont déçus, forcément, ils s'y retrouvent ensuite au travers de postes sup., car les retards explosent, mais il sera de nouveau difficile de mener une lutte sur les salaires pendant quelque temps.

La parenthèse Petite Pierre (1996-2006).

Les métallos CGT de Moselle possèdent depuis 1936 cette propriété (à la Petite Pierre). D'abord colonie de vacances qui a vu défiler des milliers d'enfants de nos vallées, puis centre de vacances

aussi pour les familles à partir des années 70. J'y suis allé pour la première fois en 1979 en stage, puis quelques fois en gîte ou pour des réveillons du Nouvel An ensuite. Le centre avait du mal à vivre, car la « culture CGT » était de ne pas « faire de profit » et de proposer des prix très bas pour permettre aux plus modestes de partir en vacances (logique).

Tant que la CAF, ou les CE, bouchait les trous, cette politique se défendait, mais, vers la fin des années 80, la CAF a changé de politique (les vacances n'étaient plus prioritaires) et il y avait moins de CE avec des sous...

En 1995, j'ai assisté à une assemblée générale traitant des comptes de 1994 catastrophiques, le président Jacques Antoine sollicitant l'assemblée pour avoir des aides des CE et des syndicats. J'ai pris la parole pour dire que, désormais, la Petite Pierre devrait équilibrer ses comptes et, pour cela, commencer par mieux gérer le personnel qui consommait plus de 50 % du chiffre d'affaires (trop de CDI plein temps pour une activité saisonnière, trop de personnel administratif, etc.). Tollé dans la salle « tu parles comme les patrons... ». Fin 96, la situation devient gravissime, c'est l'USTM qui doit faire les dernières paies, les « gardiens du temple » sont venus me chercher pour que je prenne la trésorerie, j'ai accepté à condition d'avoir les mains libres. C'était la choucroute complète, des dettes dans tous les coins, des mises en demeure régulières, la banque qui bloquait les chèques, on devait payer les denrées au « cul du camion », bref, la galère, mais il fallait faire face et tenter de satisfaire la clientèle.

Début 1997, on a licencié deux personnes, ensuite la cuisinière est partie en retraite, fin août, le directeur a démissionné, on a fini la saison avec des bénévoles retraités et actifs et quasiment plus de personnel.

J'ai proposé à ma femme d'assurer la direction de la Petite Pierre pour la saison 1998, elle a accepté et j'ai pu négocier un détachement auprès d'Ascométal de 6 mois. On était sur place un effectif minimaliste, ma femme et moi bossions 70 heures par semaine (ma femme payée 30 heures et moi gratuit), mais, à la fin de la saison, on avait remboursé toutes les dettes et reconstruit la confiance avec les fournisseurs, le banquier, etc.

J'ai pris la présidence en 1999 jusqu'en 2006 et, chaque année, la situation s'améliorait. Les « profits » servaient à investir, moderniser les bâtiments, améliorer les prestations, améliorer aussi la situation du personnel... On n'entendait plus les « gardiens du temple » (jusqu'en 2006).

Mais, pour moi et ma femme, ce furent dix années de galère où je vivais avec la Petite Pierre dans la tête jour et nuit, en plus de mon boulot et de l'activité syndicale. J'y passais presque tous mes week-ends, faisais les comptes, des courriers ou des devis à la maison le soir. J'ai dû encore licencier des gens (deux directeurs et un cuisinier) parce qu'ils ne faisaient pas bien leur boulot, je me suis retrouvé aux prud'hommes comme patron. Bref, une sacrée expérience et beaucoup de boulot.

En 2006, une partie du bureau trouvait que j'en faisais trop. Ça tombait bien, j'étais fatigué, j'ai démissionné. Je suis néanmoins très fier du travail accompli, le centre de 2006 n'avait plus rien à voir avec celui de 1996 sur tous les plans (bâtiments, finances, prestations). Mission accomplie.

Ascométal, les années 2000.

2000 est l'année des 35 heures décidées par le gouvernement (Martine Aubry). Des négos doivent s'engager dans toutes les entreprises, s'il y a accord majoritaire, elles bénéficient d'exonérations sociales pendant un certain temps. Chez nous la négo démarre mal en janvier, nous estimons avoir droit à 24 RTT, la direction estime que nous sommes déjà à 35 heures en déduisant le temps de casse-croute, lavage et pauses diverses. Elle nous propose un accord de modulation

en échange de quelques jours de RTT et une prise en compte partielle de la perte de salaire entre 39 et 35 heures. On n'est pas d'accord.



On mettra six mois à négocier l'accord-cadre, avec des grèves CGT-CFDT tous les mois dans tous les sites. Fin juillet, l'accord actuel est quasiment bouclé, mais la direction veut mettre en place un cercle fermé : les salariés actuels n'auront pas de perte de salaire, mais les nouveaux embauchés seront payés sur une base de 35 heures. Jusqu'au bout, la CGT et la CFDT s'opposent à cette idée. Au CCE du 25 juillet (mon anniversaire), Monsieur Gévaudan cède, la rage dans le ventre. On aura négocié un des meilleurs accords de la métallurgie avec en plus 80 embauches à la clé.



*Compte rendu (à peine déformé) du CCE
du 11 décembre 2009.*

Quand on veut tuer son chien... ou le retour des tontons flingueurs

Tract de décembre 2009.

Les années 2000 voient progressivement s'ouvrir le bureau d'embauche. Le défi du syndicat c'est maintenant le renouvellement. On sait que, dans les 10 ans qui viennent, on va perdre une grosse partie de nos militants et de nos adhérents. Le mot d'ordre : syndiquer les nouveaux embauchés, trouver de nouveaux militants, former, recruter sans cesse. Et ça marche : en 2008-2010 on dépassera les 200 adhérents malgré tous les départs.

Les vieux guerriers s'en vont les uns après les autres, de nouveaux arrivent qui pourraient être mes fils. En 2004 j'ai 50 ans, ma fille me donne une petite fille, me voilà papy, certains au syndicat commencent à m'appeler comme ça... il est bien loin le p'tit jeune au labo.

Avec les années 2000 et l'arrivée de plus en plus importante de jeunes, la question des salaires redevient centrale et on mène de belles bagarres le plus souvent positives : 2005, 2008, 2010, 2012, cette fois, ce sont les aciéristes qui sont en pointe.

Petit à petit, les jeunes prennent plus de place, je fais tout pour, même si je suis encore beaucoup sollicité. En 2008, Joseph Rosa, mon vieux compagnon de route s'en va, Maurice le remplace au CIE, moi au CE pour le seconder. Yann devient le secrétaire du syndicat, Fabrice, celui du CHSCT, une nouvelle équipe se met en place, il me reste à former ce triumvirat et je pourrai partir serein...



le 1er juillet 2011

AVANT DE PARTIR

LUCCHINI SAIGNE ASCOMETAL !

Jeudi 30 juin, s'est tenu à Paris un Conseil de Surveillance d'Ascométal auquel participent à titre informatif et sans droit de vote 4 membres du CCE.

Rappelons que le Conseil de Surveillance joue le rôle d'un conseil d'administration, le Président est Mr Calcagni assisté de deux autres membres de Lucchini Spa. Chaque trimestre, le directoire d'Ascométal vient présenter les comptes du trimestre précédent, c'est aussi à cette occasion que sont validées les grandes décisions concernant Ascométal.

Au cours de ce conseil, les représentants de Lucchini ont annoncé leur intention de faire remonter X* Millions d'euros de dividendes !!??

En clair, ils vident la caisse avant de se barrer !

Le comble, c'est qu'Ascométal ne dispose pas de cette somme (puisque'on a déjà du mal à payer nos fournisseurs dans les délais...)

Rien à foutre ! La solution envisagée est la suivante :

1°) Ascométal va emprunter Y* millions d'euros à différentes banques (en fait les banques créditrices de Lucchini), qui vont donc prêter d'une main (Ascométal) pour se faire rembourser de l'autre (Lucchini) en encaissant au passage les intérêts qui seront payés par... Ascométal bien sûr (terme prévu 2013 sauf remboursement anticipé)

2°) Les Z* millions restants seront versés quand Ascométal touchera l'argent provenant de la vente des centrales du Cheylas. La vente de ces centrales aurait pu servir à investir, ce ne sera donc pas le cas. On n'en verra pas la couleur et, en plus, on perdra le gain apporté par ces centrales dans les comptes d'Asco (environ 2 à 3 millions de RBE par an)...

Ça s'appelle de la bonne gestion ou du pillage des bijoux de famille au choix...
(XYZ * voir verso)

L'autre comble, c'est que, depuis des années, Ascométal met un point d'honneur à ne pas s'endetter, même pour investir, les investissements sont payés CASH, quitte à serrer les boulons dans tous les coins. Là, on va devoir s'endetter à fond perdu pour un actionnaire qui nous a déjà piqué 230 millions d'euros depuis 10 ans sans rien nous apporter que des ennuis... Il est grand temps qu'on quitte ce vaisseau fantôme.

Le dernier comble, c'est que tout ça est légal !

L'actionnaire a les pleins pouvoirs et cette opération s'est faite en « information » avec le groupe Apollo qui, du coup, paiera probablement Ascométal moins cher...

C'est une « bonne combinazione » entre actionnaires et banquiers, le dindon de la farce étant bien sûr Ascométal.

Mais on a l'habitude d'être la vache à lait qui est traitée par le premier voyou qui passe, les seuls qui ne boivent guère de lait sont les salariés d'Asco qui créent cette richesse quotidiennement. Mais c'est bien connu, les travailleurs sont faits pour travailler et les actionnaires pour actionner (le tiroir-caisse) !

Le seul point positif de cette affaire est que ce versement de dividendes nous permet d'entrer dans le cadre de la nouvelle Loi permettant de « négocier » la « fameuse prime Sarkozy » qui peut aller jusqu'à 1 200 euros par salarié. (en restant exonéré des charges sociales, davantage si on paie les caisses)

Petit calcul : 1 200 euros x 2 300 salariés = 2 760 000 euros c'est-à-dire peanuts par rapport à ce que nous pique Lucchini.

Il n'y a donc **AUCUNE RAISON** pour que la direction d'Ascométal refuse le versement de cette prime exceptionnelle dite « de rupture dans l'allégresse. » Quitte à devoir les emprunter, les banques de Lucchini ne demanderont pas mieux ! D'autant que nous ne touchons pas de « participation aux bénéfices » au titre de 2011.*

Si d'aventure, la direction n'ouvrait pas de négociation ou viendrait pleurer misère comme elle sait bien le faire, nous appellerons les salariés à l'émeute et nous espérons que vous serez tous présents, car y'en a marre d'être toujours le cocu dans ces affaires de vauriens !
Pour 1 200 euros, ça vaut la peine de mouiller la chemise NON ?

Au cours de cette réunion, les élus CGT ont dénoncé ce racket organisé par la société Lucchini, Mr Calcagni a répondu que cela rentrait dans les prérogatives de l'actionnaire et qu'Ascométal avait les moyens de payer. (Ah ? bon à savoir)

Parmi les autres nouvelles, Ascométal fait mieux que son budget, tant au niveau des tonnes que des résultats financiers. Tous les marchés sont actuellement porteurs et, donc, l'année devrait être meilleure que prévu par le budget. Meilleure pour qui ?

XYZ* Dernier comble : théoriquement, les élus du CCE sont tenus à la confidentialité sur ce genre d'affaire. En clair, saigner à blanc une filiale c'est légal, le dire, c'est illégal. Les élus CGT ont décidé de passer outre en prenant leurs responsabilités en vous alertant de ce qui se passe, car nous ne siégeons pas dans cette instance à titre individuel, mais parce que nous sommes vos élus. Il ne nous appartient pas de conserver pour nous ce type d'informations.

LA CONFIDENTIALITÉ S'ARRÊTE OU COMMENCE LA COMPLICITÉ !

Serge PANSERA (Hagondange) Jean Pierre THOR (Dunes) Christian Pantoustier (Fos)

2012, ça sent le sapin.

En février, ma mère déclare un cancer, elle décèdera en novembre, c'est dur de voir dépérir à ce point et aussi vite un être cher. Dans l'intervalle, j'enterre aussi 3 gars d'Amnéville, nés en 53-54, et je me dis que la vie est bien courte...

Quand arrive le PSE en juillet et que l'on commence à négocier les différentes mesures, je comprends que je peux partir un peu plus tôt dans le cadre de ce plan. J'en informe le syndicat lors de la constitution des listes électorales d'octobre, élections qui sont encore un succès, mon dernier succès.

Quand on arrive au bout du chemin, on se retourne et on se demande : qu'as-tu fait de ta vie ? As-tu été utile ? As-tu réalisé tes rêves ou, au moins, tes projets ?

Je pense que j'ai fait ce que j'ai pu, pour la CGT, pour la rendre plus attractive, plus ouverte à tous. Il n'y a plus, y compris chez les ETAM les plus réfractaires, ce sentiment de haine que j'ai connu à mes débuts. On reste un syndicat revendicatif, combattif tout en étant ouvert, en essayant de rassembler le plus grand nombre. S'il doit rester quelque chose de moi dans le syndicat, j'espère que ce sera cela. La CGT est plus forte, mieux reconnue et appréciée qu'elle ne l'était en 1975, je n'ai donc pas bossé pour rien.

J'ai fait aussi ce que j'ai pu, avec les autres militants qui ont vécu ces années-là pour préserver et améliorer les acquis des travailleurs de notre usine.

En premier lieu, nous sommes encore là quand tant d'autres ont disparu, j'ai vu sombrer des géants : il y avait 12 000 salariés à Gandrange-Rombas, 20 000 dans le bassin de Longwy, 4 000 à Pompey, plus de 10 000 à Sollac. Il y avait 80 000 sidérurgistes en Lorraine en 1980, nous sommes moins de 10 000 aujourd'hui, mais nous sommes encore là, grâce aux investissements bien sûr (et surtout à la Nationalisation), mais aussi grâce à nos luttes qui ont permis d'éviter les CFC, voire les licenciements.

J'ai aussi négocié beaucoup d'accords (le dernier fin 2011 : prévoyance Groupe où je fais du bon boulot), de compromis salariaux, beaucoup débattu en CE, CCE, je pense aussi avoir été respecté par les différents interlocuteurs patronaux et là aussi changé l'image de la CGT, capable de signer des accords sans pour autant abandonner la revendication.

En écrivant ce document, en balayant les tracts du passé, j'ai revu beaucoup d'images, de visages quand je prenais la parole pour appeler à l'action, des visages heureux quand nous gagnions, déçus, mais dignes quand il fallait reprendre. J'espère avoir été pour eux un militant sincère, en tout cas respecté. Ils me l'ont prouvé au travers des élections et des syndiqués.

C'est à tous ces combattants et aussi aux militants, bien sûr, que nous devons cela. Ce serait bien de temps en temps d'y penser et de vous en inspirer, car rien n'est acquis, on le voit bien en ce moment.

J'ai aussi réussi à préserver ma vie de famille, pour moi c'était important, j'ai transmis à mes enfants mes valeurs de justice, de liberté, de combat, et ils réussissent à construire leur vie professionnelle tout en étant libres et citoyens.

Ma vie n'a pas été un long fleuve tranquille, je l'ai voulu ainsi. Elle a été riche de combats, de rencontres, de débats, j'ai beaucoup appris sur la nature humaine, sur l'économie. J'espère que j'ai transmis aussi un peu de mes convictions, de mes pratiques, de la façon de gérer le syndicat, de mener les luttes, de convaincre pour rassembler.

À vous tous, je souhaite bon courage pour la suite, vous en aurez besoin. Restez solidaires, écoutez-vous, respectez-vous, réfléchissez ensemble, ne vous contentez pas des solutions faciles, elles n'existent pas. Retournez les problèmes dans tous les sens, c'est à cette condition que vous trouverez collectivement la meilleure solution.

Activités de l'IMHS

Institut Mosellan d'Histoire Sociale de la CGT.

J.F. Lassagne

Instances de l'association

Assemblée Générale 2025.

Elle s'est tenue le 4 juin au siège. Rapports d'activité et financier ont été unanimement adoptés. Le point a été fait sur la sortie des prochains Cahiers, et les perspectives pour 2026 esquissées, notamment autour des 90 ans du Front Populaire, et de la mise en place de la Sécurité sociale. Le CA sortant a été reconduit et il a accueilli Maryse Kowalski du Syndicat des mineurs du Bassin Houiller Lorrain.

Conseil d'administration.

Il s'est réuni le 4 novembre en présence de 8 membres. À l'ordre du jour : finalisation des Cahiers n° 5, discussion sur le programme de 2026 et circulation de l'exposition consacrée au Groupe Mario.

Le 7 novembre dernier, l'IMHS a participé au congrès du Collectif des Unions locales CGT de Moselle-Est.



L'IMHS au congrès de l'UL de Metz le **1er** et le **2 décembre**,



Dépôts d'archives.

Après avoir les avoir triées et classées, 80 boîtes des archives de l'USTM CGT (Union des Syndicats de la Métallurgie de Moselle) de la décennie des années 1970 et au-delà, ont été déposées le 23 octobre au Centre des Archives Industrielles et Techniques de la Moselle (CAITM) à la Cité Jeanne d'Arc à Saint-Avold, où elles seront consultables. Ce centre fait partie des Archives départementales de Moselle.

Le CAITM recueille les archives des entreprises industrielles, comme celles des Houillères, d'Usinor, de Bata... ainsi que celles des organisations syndicales.

Le Syndicat des Mineurs du Bassin Houiller a fait de même et déposé ses archives au CAITM le 20 novembre.

Les archives du Syndicat de la Seita y avaient déjà été déposées.

Notons que des archives syndicales se trouvent déjà aux Archives Départementales à Saint-Julien-les-Metz. C'est le cas des archives de l'Union Départementale de Moselle, du Comité Régional de Lorraine, et d'autres. L'IMHS souligne l'importance de l'archivage et reste disponible pour une aide aux structures qui s'en préoccupent.

Expositions.

1. Exposition pour le 50e congrès de l'UD CGT de Moselle

L'IMHS a fait l'acquisition de l'exposition réalisée par l'IHS CGT de la Métallurgie, en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri dans le cadre du **80e anniversaire de la Sécurité sociale**. Elle est composée de 12 panneaux. L'occasion de revenir sur l'histoire de cette conquête sociale majeure, d'hier à aujourd'hui. Disponible en prêt sur demande à l'IMHS.



Dans le cadre du 50^e congrès de l'Union départementale de Moselle les 20 et 21 mars dernier, l'IMHS a réalisé une exposition retraçant un historique de l'organisation, depuis ses origines dans le syndicalisme allemand des Syndicats Libres (Freie Gewerkschaften) durant l'annexion de 1871 à 1918, puis sa naissance en juillet 1919 lors de son 1^{er} congrès, et se prolongeant jusqu'à la décennie des années 2010. Constituée de 14 panneaux, elle a suscité l'intérêt des congressistes, les plus jeunes découvrant notre (leur) histoire, les autres plus âgés y retrouvant des épisodes de leur vie militante. À l'issue du congrès l'exposition fut présentée le 1^{er} mai à Woippy.

Le graphisme des panneaux est l'œuvre de Xavier Bertolotti.

L'exposition reste à la disposition des syndicats et structures. S'adresser à l'IMHS.

2. Exposition consacrée au Groupe Mario

L'exposition est le fruit d'un partenariat entre l'Espace Jean Burger et l'IMHS. Son graphisme est l'œuvre de Fanny Geoffroy.



Panneau n° 1.

Itinéraire de l'exposition Groupe Mario,

Le 20 octobre 2025, accompagné de représentants(es) de familles de Résistants, le conseil syndical CGT des mineurs du Bassin Houiller de Lorraine, s'est rendu au musée de la Mine à Petite-Rosselle où se trouvait l'exposition. Nos camarades ont rendu hommage aux membres du Groupe Mario de Résistance en Moselle annexée, dont de nombreux mineurs français, mais aussi étrangers, notamment polonais, allemands et autres, homme et femmes.



Le Syndicat des Mineurs BHL au musée de la Mine à Petite-Rosselle.

Auparavant et après avoir fait escale en premier lieu à la Fête du Chiffon Rouge le 1^{er} mai à Woippy, elle s'était arrêtée à la MJC d'Audun-le-Tiche où un débat eut lieu à l'issue de la projection du film « Groupe Mario, la Résistance oubliée » de Dominique Hennequin

L'exposition fit ensuite étape en Alsace Bossue à la médiathèque de Sarre-Union jusqu'au 27 novembre avec la projection du film au centre socioculturel, à des classes de 3^e du collège, puis aux classes de terminale du lycée, suivies de débats avec Jacques Maréchal de l'Espace Jean Burger (Mario), et Jean François Lassagne, président de l'IMHS, avant de clôturer la journée par une troisième projection-débat destinée aux adultes. Nos remerciements au Centre socioculturel, à la médiathèque, aux professeurs d'histoire du collège et du lycée, à Nadège Hauck-Pansera, petite-fille de Résistant, à la Société d'Histoire de l'Alsace Bossue et au Souvenir Français.



Les classes de terminale lors du débat.



La classe de troisième lors de la projection du film.

Pour voir les panneaux de l'exposition sur le web, flashez le QRcode.

	<p>Expo Groupe Mario Espace Jean Burger</p>		<p>Expo 80 ans Sécu Fondation Gabriel Péri</p>
	<p>https://sites.google.com/view/espace-jean-burger/lexpo-groupe-mario</p>		<p>https://gabrielperi.fr/80ans-securite-sociale/</p>

SGRAZZUTTI Adolphe

J.F. Lassagne

Né le 12 mai 1909 à Volmerange-les-Mines (Vollmeringen en Lorraine annexée) ; mort le 5 novembre 1960 à Hayange (Moselle) ; mineur de fer ; résistant ; militant de la CGT ; délégué mineur ; administrateur SSM ; secrétaire de la Fédération régionale des mineurs de fer et de sel de Lorraine ; communiste.

Son père était Andreas Sgrazzutti et sa mère Maria Wolter. Venu de Volmerange à la frontière luxembourgeoise, Adolphe Sgrazzutti travaillait à la mine d'Hayange dès les années trente, et résidait à Fontoy. Il fut un militant du Front populaire et adhéra à la CGT en 1936. Il devint délégué à la sécurité de 1936 à 1939 et membre de la commission exécutive du syndicat des mineurs de Moselle, regroupant les mineurs de charbon et de fer du département. Fait prisonnier le 9 juin 1940 dans l'Oise, il fut interné au Stalag VI A situé à Hemer, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, puis libéré comme Lorrain, le 13 octobre 1940 à l'Oflag de Offenbourg dans le Bade-Wurtemberg. À son retour, il ne fut pas repris à la mine en raison de son passé militant. Refusant d'adhérer à la Deutsche Volksgemeinschaft (communauté du peuple allemand créée en septembre 1940), il fut expulsé de Moselle dans le Lot. Réfractaire au STO, il prit contact avec un maquis FTPF en avril 1944 et intégra ses rangs le 6 juin. C'est alors qu'il adhéra au Parti communiste. Après diverses actions armées, il participa à l'attaque de la poche de La Rochelle, avec le grade d'adjudant-chef que lui avait remis le colonel Georges à Toulouse. Il était titulaire de la croix de guerre avec étoile d'argent.

Démobilisé en juin 1945, il retourna en Moselle et reprit son travail de mineur. Il fut élu délégué

mineur dès 1949, mandat qu'il conserva à la mine d'Hayange du groupement n° 5 aux élections du 18 avril 1952, du 24 mai 1955 et du 5 novembre 1959, avec toujours entre 70 % et 80 % des voix. Dès la création de la Sécurité sociale minière en 1947, il fut élu administrateur de la caisse de secours d'Hayange et réélu aux élections du 5 juillet 1951 et à celles du 27 octobre 1955. Il siégea également à l'Union régionale des caisses. Il fut élu secrétaire de la Fédération régionale des mineurs de fer et de sel de Lorraine lors de son second congrès d'Audun-le-Tiche les 11 et 12 octobre 1952, réélu au troisième congrès d'Auboué (Meurthe-et-Moselle) des 23 et 24 octobre 1954. Confronté à la maladie, il fut réélu à la Commission administrative lors du quatrième congrès les 2 et 3 mars 1957 à Algrange, mais ne se représenta pas au secrétariat. Le 31 octobre 1931, il a épousé Louise Pingel, elle aussi membre du PCF et dont les parents étaient Allemands. Lors de ses obsèques à Fontoy, le 8 novembre 1960, plusieurs hommages lui furent rendus, dont celui de Jean Stella pour la Fédération régionale des mineurs de fer et de sel, qui souligna les grandes qualités humaines du militant « de cette génération de 1936 qui permit enfin aux mineurs de s'organiser et de se défendre ».

SOURCES : ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE MOSELLE _ ARCHIVES DE LA FÉDÉRATION DE MOSELLE DU PARTI COMMUNISTE _ LE SOUS-SOL LORRAIN DE 1950 À 1960

[HTTPS://MAITRON.FR/SGRAZZUTTI-ADOLPHE/](https://maitron.fr/SGRAZZUTTI-ADOLPHE/), NOTICE SGRAZZUTTI ADOLPHE PAR JEAN-FRANÇOIS LASSAGNE